

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 215

28 janvier 2015

SOMMAIRE

Abeco S.A.	10274	International Maritime Consulting S.A. ..	10277
Accendo Capital	10305	INTRASOFT International S.A.	10282
Acemis Conseil S.à r.l.	10276	JTL Inter Sàrl	10319
Alteralia SCA	10286	Kapital multiflex	10280
Antilope S.A.-SPF	10320	Köhl Antriebstechnik	10281
Blue Partners S.à r.l.	10320	L.T.I. S.à r.l.	10278
Cavalier International S.A.	10298	LuxPro	10278
Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie	10276	Martinelli S.à r.l.	10274
Copimmo S.A.	10296	Meritum Capital	10278
CTV-Strategiefonds HAIG	10280	Multi Manager Access	10277
D.F. Immobilière Luxembourg S.A.	10316	Mumtaz S.A.	10274
DJE Concept	10278	Nouvelle Epoque Umbrella Fund	10279
DJE Investment S.A.	10279	Pioneer S.F.	10280
DJE Lux	10279	Restaurant Pizzeria Astoria	10275
European Direct Property IV S.A.	10281	RH Paris 3 Sàrl	10275
Exodus Société en Commandite Spéciale	10296	RIM Global	10280
FANUC Europe Corporation	10318	Sauren Fonds-Select Sicav	10275
FPM Funds	10285	Sogerom S.A.	10296
Fur Investments Holding S.A.-SPF	10274	Studio-Floor S.à r.l.	10280
GoldPort Stabilitätsfonds	10279	Taunus Trust	10278
Green Technology S.A.	10279	wtax S.A.	10276
HT Group S.A.	10317	XBT HOLDING S.A.	10299

Mumtaz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 60.135.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014208316/10.

(140232421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Martinelli S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 91, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 43.030.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208286/10.

(140232713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Fur Investments Holding S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 72.932.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 18 février 2015 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 30 septembre 2014,
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015013999/833/18.

Abeco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 162.511.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE PROROGEE

des actionnaires qui se tiendra le 23 février 2015 à 15:00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Révocation du commissaire aux comptes;
2. Nomination de Madame Danielle KIRSCH au poste de commissaire aux comptes;
3. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de se présenter avec ses titres représentatifs du capital.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015013104/8145/16.

Restaurant Pizzeria Astoria, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3631 Kayl, 17-19, route de Dudelange.

R.C.S. Luxembourg B 38.128.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208482/9.

(140233319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

RH Paris 3 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1643 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 192.761.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014208486/11.

(140232786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Sauren Fonds-Select Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 68.351.

Die Aktionäre der SAUREN FONDS-SELECT SICAV werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 2. März 2015 um 10.30 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung des Artikel 15 der Satzung
Die Beschränkung und Einstellung der Ausgabe von Aktien wird um Anwendungsfälle ergänzt und die Definition eines US-Bürgers gestrichen.
2. Änderung der Satzung bzw. Musteranpassungen der Investmentgesellschaft an die Vorgaben der Verwaltungsgesellschaft IPConcept (Luxemburg) S.A. in Artikel 4, Artikel 6, Artikel 7, Artikel 11, Artikel 12, Artikel 13, Artikel 14, Artikel 16, Artikel 21 und Artikel 35

Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 3. März 2015 in Kraft.

Ein Entwurf des neuen Verkaufsprospektes einschließlich der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 26. Januar 2015, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Aktionäre die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Aktionäre oder deren Vertreter, die an der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 25. Februar 2015 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der SAUREN FONDS-SELECT SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015014001/755/34.

Acemis Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 80.564.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208760/9.

(140234154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

wtax S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 38, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 176.440.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208756/9.

(140234615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

COFI, Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 9.539.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *13 FEVRIER 2015* à 10.00 heures au siège social afin de débattre de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision que toutes les vingt millions (20'000'000) d'actions intégralement libérées, sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social souscrit de la société, émises sous forme d'actions au porteur seront désormais des actions nominatives.
2. Décision de modifier à cet effet l'article six (6) des statuts de la Société ayant dorénavant la nouvelle teneur suivante:
Art.6.
Les actions de la société sont et resteront nominatives.
Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.
Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.
3. Décision de conférer tous pouvoirs nécessaires au conseil d'administration de la société pour convertir les actions émises au porteur en actions nominatives et d'inscrire au livre des actionnaires nominatifs, à établir à cet effet et dans la même proportion, le nombre d'actions détenues actuellement par chacun des actionnaires existants et de procéder immédiatement après, à l'annulation de tous les certificats d'actions au porteur dument remis entre leurs mains.
4. Divers.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, tout actionnaire doit effectuer le dépôt de ses titres au porteur cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, au siège social ou à l'un des établissements ci-après:

Luxembourg : Banque Internationale à Luxembourg S.A. en abrégé BIL, Luxembourg

Suisse : PKB PRIVATBANK SA, Lugano

Tout actionnaire pourra voter en personne ou par mandataire qui devra être actionnaire.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015012479/1017/36.

International Maritime Consulting S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 49.869.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par un jugement du 18 décembre 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, VI^e section, siégeant en matière commerciale a déclaré closes par liquidation les opérations de liquidation de la société anonyme INTERNATIONAL MARITIME CONSULTING S.A., dont le siège social à L-1463 LUXEMBOURG, 21 rue du Fort Elisabeth, a été dénoncé en date du 23 mars 2004.

Les frais ont été mis à charge de la masse.

Pour extrait conforme
Me Pierre FELTGEN
Le liquidateur

Référence de publication: 2014205761/15.

(140230502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Multi Manager Access, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 115.445.

The shareholders of the Company are hereby informed that at the first extraordinary general meeting of the shareholders of the Company, which was held before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 21 January 2015 at 02 p.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company (the "First EGM") the quorum required by article 67-1 (2) of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the 1915 Law) was not reached.

NOTICE IS HEREBY GIVEN to the shareholders of the Company of a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(the "Second EGM"), in accordance with article 67-1 (2) of the 1915 Law, to be held on *11 March 2015* at 02 p.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company to consider and deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Change of the accounting year of the Company and subsequent amendment of article 25 (accounting year) of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows: "Art. 25. Accounting year. The accounting year of the Company shall commence on the first day of August of each year and shall terminate on the last day of July of the following year."
2. Miscellaneous.

In order to be admitted to the meeting, please send a notice in this respect by fax at least five (5) business days in advance of the Second EGM to UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., fax number +352 - 44 10 10 - 6249.

Proxy forms may be obtained by simple request at the same address.

Shareholders are informed that any completed proxy which was returned for attendance at the First EGM (even, for the avoidance of doubt, after the deadline set for return of the same in respect of the First EGM) will remain valid for the Second EGM, provided that the shareholders having submitted their forms of proxy in respect of the First EGM have not notified the Company in writing of the revocation of their form of proxy in respect of the First EGM, at the time on which the deadline for posting of forms of proxy in respect of the Second EGM expires (a valid proxy returned on time for the Second EGM shall be deemed to constitute a revocation of any proxy returned with respect to the First EGM) and that the relevant proxy shall be valid only for the number of shares that each of the relevant shareholder holds at 02 p.m. on 4 March 2015.

Only shareholders of the Company entitled to vote at 02 p.m. on 4 March 2015 will be entitled to vote. Changes to entries on the register of shareholders of the Company after the above time shall be disregarded in determining the rights of persons to vote (and the number of votes they may cast) at the Second EGM.

Shareholders are advised that no quorum is required for the Second EGM to validly deliberate and vote upon items of its agenda and that resolution to be adopted at the Second EGM require a two-thirds majority of the votes validly cast, abstentions, invalid and blank votes not being taken into account. Each share of the Company is entitled to one vote.

The board of directors of Multi Manager Access.

Référence de publication: 2015014000/755/39.

L.T.I. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4959 Bascharage, 45, Zone Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 137.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour L.T.I. S.à r.l.

Référence de publication: 2014208165/10.

(140232199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Meritum Capital, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Meritum Capital modifié au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014..

IPConcept (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2014201725/11.

(140225191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Tanus Trust, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Tanus Trust modifié au 30 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014

IPConcept (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2014201724/11.

(140225190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

LuxPro, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de LuxPro modifié au 30 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014.

DJE Investment S.A.

Signature

Référence de publication: 2014205449/11.

(140228993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

DJE Concept, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de DJE Concept modifié au 30 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014

DJE Investment S.A.

Signature

Référence de publication: 2014205448/11.

(140228992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Nouvelle Epoque Umbrella Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de NOUVELLE EPOQUE UMBRELLA FUND coordonné au 14 Janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dr. Christian SZYLAR.

Référence de publication: 2015012782/9.

(150014530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Green Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 160.340.

J'ai le regret de vous remettre, par la présente, ma démission en tant qu'administrateur de type B de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 29 août 2014.

M. Benoît BAUDUIN.

Référence de publication: 2014209184/10.

(140234791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

DJE Lux, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de DJE Lux modifié au 30 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014.

DJE Investment S.A.

Signature

Référence de publication: 2014205450/11.

(140228994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

GoldPort Stabilitätsfonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Goldport Stabilitätsfonds modifié au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014.

DJE Investment S.A.

Signature

Référence de publication: 2014205452/11.

(140229040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

DJE Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 90.412.

Le règlement de gestion de DJE INVEST modifié au 19 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014

DJE Investment S.A.

Signature

Référence de publication: 2014205451/13.

(140228995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Kapital multiflex, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Kapital multiflex modifié au 1. janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, janvier 2015

Signature.

Référence de publication: 2015002255/9.

(150001899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2015.

Studio-Floor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3671 Kayl, 26, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 91.844.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29.12.2014.

Signature.

Référence de publication: 2014208615/10.

(140233303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

CTV-Strategiefonds HAIG, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Verwaltungsreglement, welches am 5. Januar 2015 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 5. Januar 2015

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2015005413/11.

(150005649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2015.

RIM Global, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Verwaltungsreglement, welches am 1. Januar 2015 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 1. Januar 2015

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2015005412/11.

(150005643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2015.

Pioneer S.F., Fonds Commun de Placement.

The amended management regulations with respect to the common, fund PIONEER S.F. have been filed with the Luxembourg Trade and Companies Register.

Le règlement de gestion modifié concernant le fonds commun de placement PIONEER S.F. a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2015.

Pioneer Asset Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2015003314/13.

(150002224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

EDP IV S.A., European Direct Property IV S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 129.794.

Extrait du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'administration tenue au siège social le 21 janvier 2015

Il résulte de ce Conseil d'administration de:

Transférer le siège social de la société European Direct Property IV S.A., en abrégé EDP IV S.A., à partir du 21 janvier 2015 au 7 route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015012664/12.

(150014937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Köhl Antriebstechnik, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-6868 Wecker, 13, Am Scheerleck.
R.C.S. Luxembourg B 193.797.

Im Jahr zweitausendundvierzehn, am achtzehnten Tag des Monats Dezember.

Vor dem Notar Paul BETTINGEN mit Amtssitz in Niederanven, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIEN:

die KÖHL AKTIENGESELLSCHAFT, eine nach luxemburgischem Recht errichtete Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in L-6868 Wecker, 17, Am Scheerleck, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 43.668,

hier vertreten durch Herrn Wilfried Köhl, Verwaltungsratsmitglied, wohnhaft in 15, Um Kecker, L-5489 Ehen, Luxemburg und

Herrn Dirk Hartmann, Verwaltungsratsmitglied, wohnhaft am Röderbusch-Ring 28 in D-54329 Konz, Deutschland, alleiniger Gesellschafter (der „alleinige Gesellschafter“) der Gesellschaft Köhl Antriebstechnik, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Sitz in L-6868 Wecker, 17, Am Scheerleck, Großherzogtum Luxemburg, deren Eintragung im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister in Abteilung B noch aussteht, mit einem Gesellschaftskapital von einhunderttausend Euro (EUR 100.000,-) (die „Gesellschaft“), gegründet am 18. Dezember 2014 nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg durch Urkunde vom unterzeichnenden Notar Paul BETTINGEN, welche Urkunde noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde.

Der alleinige Gesellschafter, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, Folgendes zu Protokoll zu nehmen:

I. Der alleinige Gesellschafter hält alle zehntausend (10.000) Anteile der Gesellschaft;

II. Die Punkte zu denen Beschlüsse getroffen werden müssen sind folgende:

1. Reduzierung der Anzahl der Geschäftsanteile von derzeit zehntausend (10.000) auf eintausend (1.000) durch die Erhöhung des Nennwerts der Anteile von derzeit zehn Euro (EUR 10,-) auf hundert Euro (EUR 100,-).

2. Nachfolgende Änderung von Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft, um die unter Punkt 1 genannte Reduzierung der Anzahl der Anteile und Erhöhung des Nennwerts widerzuspiegeln.

3. Änderung des Gesellschafterregisters um die oben genannten Änderungen widerzuspiegeln, mit Vollmacht für jeden Geschäftsführer der Gesellschaft, jeweils individuell handeln, alle Formalitäten in Zusammenhang damit durchzuführen (einschließlich, um jeden Zweifel zu vermeiden, die Unterzeichnung des genannten Registers).

4. Änderung der Adresse der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde Wecker.

5. Sonstiges.

Folglich hat der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt die Anzahl der Geschäftsanteile von derzeit zehntausend (10.000) auf eintausend (1.000) zu reduzieren durch die Erhöhung des Nennwerts der Geschäftsanteile von aktuell zehn Euro (EUR 10,-) auf hundert Euro (EUR 100,-).

Zweiter Beschluss

Als Folge des vorangegangenen Beschlusses beschließt der alleinige Gesellschafter Artikel 6 der Satzung so abzuändern, dass dieser zukünftig folgenden Inhalt haben wird:

„Das Gesellschaftskapital beträgt einhunderttausend Euro (EUR 100.000,-) und ist eingeteilt in eintausend (1.000) Geschäftsanteile, zu je hundert Euro (EUR 100,-).“

Dritter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt das Gesellschafterregister zu ändern um die oben genannten Änderungen widerzuspiegeln, mit Vollmacht für jeden Geschäftsführer der Gesellschaft, jeweils individuell handeln, alle Formalitäten in Zusammenhang damit durchzuführen (einschließlich, um jeden Zweifel zu vermeiden, die Unterzeichnung des genannten Registers).

Vierter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt die Adresse der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde Wecker von 17, Am Scheerleck auf 13, Am Scheerleck zu verlegen.

Bevollmächtigung

Die Erschienene erteilt hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Schätzung der Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft im Zusammenhang mit dieser Urkunde entstehen, beläuft sich auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro (EUR 1.500,-).

Worüber Urkunde, aufgenommen in Senningerberg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit Uns, dem Notar, die gegenwärtige originale Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Wilfried Köhl, Dirk Hartmann, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 19 décembre 2014. LAC/2014/61744. Reçu 75,- €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 6. Januar 2015.

Référence de publication: 2015012800/69.

(150014693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

INTRASOFT International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2B, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 56.565.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement le 9 janvier 2015:

«l'assemblée est informée des démissions de M. Dimitrios C. Klonis, de M. Emmanouil V. Terrovitis et de Mme Eleftheria I. Vassilaki de leurs mandats d'administrateurs de la société.

L'assemblée décide de réélire les deux administrateurs actuels de la société:

- a) Monsieur Athanasios KOTSIS, né à Athènes en 1960 et demeurant à B-1180 UCCLÉ, Belgique, 74 rue Papenkasteel,
- b) Monsieur Konstantinos Kokkalis, né à Amaroussion Attikis en 1982, et demeurant à 102 Deliyanni Street, Kifissia Attikis, Grèce;

L'assemblée décide d'élire en tant qu'administrateur:

- c) Monsieur Alexandros-Stergios MANOS, né à Washington le 17 septembre 1971, et demeurant au 32 Xenias Street, GR 14562 Kifissia Attikis, Grèce,
- d) Monsieur George Koliastasis, né à Patra (Grèce) le 11 août 1967 et demeurant au 30 Marathonos, GR 15127 Melissia Attikis, Grèce.

La durée du mandat des administrateurs est fixée à 3 ans et se terminera lors de l'assemblée générale qui approuvera les comptes sociaux de l'exercice comptable 2017.»

Extrait des résolutions du Conseil d'administration du 9 janvier 2015:

«Le Conseil d'administration a décidé de réélire comme directeurs de la société, avec pouvoir de gestion journalière:

- (a) Emmanouil V. Terrovitis, né à Athènes le 12 novembre 1963, et demeurant à 27 Kolokotroni street, GR-15263 Nea Penteli Attikis, Grèce, en qualité de Chief Financial Officer
- (b) Monsieur George MANOS, né à Ioannina en 1958, demeurant à 7 Arkadiou street, Chalandri, Attica, Grèce, en qualité de Chief Technology Officer et Deputy to the Chief Executive Officer

(c) Monsieur Athanasios KOTSIS, né à Athènes en 1960 et demeurant à B-1180 UCCLÉ, Belgique, 74 rue Papenkasteel, en qualité de Président du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a décidé d'élire, pour une durée illimitée:

(d) Monsieur Alexandros-Stergios MANOS, né à Washington (USA) le 17 septembre 1971, et demeurant au 32 Xenias Street, GR 14562 Kifissia Attikis, Grèce, en qualité d'Administrateur-délégué, avec pouvoir de gestion journalière.

Les pouvoirs de signature sont tels que définis ci-dessous:

Messieurs Alexandros-Stergios MANOS, administrateur-délégué, Athanasios KOTSIS, président du Conseil d'administration, George MANOS et Emmanouil TERROVITIS, agissant séparément, disposeront des pouvoirs suivants:

- assurer la gestion journalière de la société;
- faire enregistrer les statuts de la société, ses documents de représentation et toute modification y relative auprès du registre du commerce luxembourgeois, grec et roumain ou de toute autre autorité compétente,
- signer toute correspondance commerciale et, d'une manière générale, le courrier journalier de la société,
- se charger de toutes les affaires administratives incombant au siège,
- faire affilier la société à des associations professionnelles ou commerciales;
- louer du matériel ou des biens nécessaires aux activités de la société en au Luxembourg, en Grèce et en Roumanie;
- représenter la société dans tous les domaines auprès des Etats luxembourgeois, grec et roumain, du gouvernement, des autorités provinciales et municipales, de l'administration fiscale, de la sécurité sociale, des autorités douanières, de l'administration de la poste, du télégraphe et du téléphone, de l'administration des chemins de fer, des compagnies aériennes et auprès de tous les services publics, de conclure tous les accords et de prendre toutes les dispositions nécessaires ou utiles au fonctionnement de la société et signer tous contrats et engagements avec ou envers les autorités, services et sociétés susmentionnés;
- procéder à toutes les transactions concernant les paiements au titre de la sécurité sociale, des impositions fiscales, y compris la TVA, et de tous les services publics, pour quelque montant que ce soit;
- signer tous les reçus en rapport avec des sommes d'argent perçues, des lettres ou paquets recommandés envoyés à la société par la poste, les autorités douanières, l'administration des chemins de fer, les compagnies aériennes, etc.
- réclamer, prendre livraison de, et recevoir toutes sommes d'argent, tous documents et biens qui sont dus ou appartiennent à la société et d'en donner décharge d'une manière appropriée;
- préparer des inventaires de biens, afin de pouvoir établir le bilan relatif à la société, et d'assurer que toutes les obligations légales en matière de législation sociale, fiscale et comptable soient respectées;
- souscrire les polices d'assurance nécessaires à l'activité du siège;
- représenter la société dans toutes procédures légales, en ce compris, à titre non limitatif, l'inscription de la société au registre de commerce, au journal officiel grec, auprès des autorités de la TVA, et
- déléguer un ou plusieurs des présents pouvoirs à des employés de la société ou à toute autre personne désignés par les représentants légaux pour toute période de temps à déterminer par les représentants légaux.

Les pouvoirs susmentionnés des administrateurs en charge de la gestion journalière devraient être valides dans la mesure où ces derniers ne sont pas en conflit avec les limites de leurs pouvoirs, qui sont définis par la suite.

Le Conseil d'administration a également décidé les pouvoirs de représentation suivants:

M. Athanasios D. KOTSIS, président du conseil d'administration et M. Alexandros-Stergios MANOS, administrateur-délégué de la société, agissant séparément, pour toutes les relations et transactions de la société, et la seule signature d'un des deux, apposée sous le sceau de la société, lie et engage la société de manière illimitée, conformément aux limites posées ci-dessous:

A.1. Le conseil d'administration a décidé de manière unanime que tous les actes en rapport avec (i) l'ouverture de comptes auprès d'une banque ou d'un organisme financier, (ii) des virements bancaires, (iii) les dépenses courantes ne dépassant pas 500.000,- € et (iv) les rajustements des traitements et salaires et des avantages des salaires relèveront du seul pouvoir, tel que défini ci-avant, du président et de l'administrateur-délégué agissant séparément, sans préjudice des pouvoirs spéciaux accordés aux directeurs et le Chief Financial Officer en rapport avec les actes précités.

A.2. Les décisions d'engagement et de licenciement du personnel sont prises par le président et par l'administrateur-délégué agissant séparément, à la condition que le statut du personnel concerné soit situé à 2 échelons sous ceux respectivement du président et de l'administrateur-délégué. Au cas où le statut du personnel concerné est du même échelon ou de l'échelon immédiatement inférieur, la décision sera prise par le Conseil d'administration.

A.3. En outre, en ce qui concerne plus particulièrement les soumissions, tous les actes liés à la participation de la société à des appels d'offres émanant d'institutions, d'organes ou d'instruments de l'Union européenne pour une valeur inférieure à 25.000.000,- €, y compris la signature d'offres, des documents nécessaires, des déclarations officielles, etc. seront signés par M. Athanasios KOTSIS et M. Alexandros-Stergios MANOS agissant séparément. En ce qui concerne la participation de la Société à des appels d'offres pour une valeur inférieure à 10.000.000,- € et émanant de tous les autres pouvoirs adjudicateurs, organismes publics ou privés, organisations, etc. au Luxembourg, en Grèce, en Roumanie ou ailleurs, c'est-à-dire la signature d'offres, des documents nécessaires, de déclarations officielles, etc., seront signés par M. Athanasios KOTSIS et M. Alexandros-Stergios MANOS, agissant séparément. M. Athanasios KOTSIS et M. Alexandros-

Stergios MANOS auront également le pouvoir d'autoriser une ou plusieurs personnes à accomplir tout acte quelconque dont notamment ceux susmentionnés et notamment à signer les propositions et tout autre documents requis, à assister et à participer à l'ouverture des offres soumises, à faire valoir toute contestation, etc.

A4. M. Athanasios KOTSIS et M. Alexandros-Stergios MANOS sont autorisés à signer sous leur signature personnelle au nom et pour compte de la Société:

- (a) Des lettres de garantie jusqu'à un montant - par lettre - de 2.000.000,- €
- (b) Des prêts jusqu'à un montant - par prêt - de 2.000.000,- €

A5. M. Athanasios KOTSIS et M. Alexandros-Stergios MANOS sont autorisés à signer sous leur signature personnelle au nom et pour compte de la Société:

(a) Les contrats reçus en cas d'attribution du marché dans le cadre des soumissions lancées par des institutions, organes ou instruments de l'Union européenne pour une valeur inférieure à 25.000.000,- € par contrat,

(b) Les contrats reçus en cas d'attribution du marché dans le cadre des soumissions lancées par tous les autres pouvoirs adjudicateurs, organismes publics ou privés, organisations, etc. au Luxembourg, en Grèce, en Roumanie ou ailleurs pour une valeur inférieure à 10.000.000,-€ par contrat,

(c) Les contrats avec les fournisseurs et sous-traitants de la Société, afin que la Société s'engage à payer les fournisseurs et sous-traitants susmentionnés pour la fourniture de marchandises ou pour la prestation de services relatifs au travail requis par les contrats reçus susmentionnés et ce jusqu'au montant de 10.000.000,- € par contrat,

(d) Les contrats avec les fournisseurs et sous-traitants de la Société, afin que la Société s'engage à payer les fournisseurs et sous-traitants susmentionnés pour la fourniture de marchandises ou pour la prestation de services jusqu'au montant de 1.000.000,- € par contrat. En cas de contrat dont le montant est supérieur à 1.000.000,- €, Messieurs Athanasios KOTSIS et Alexandros-Stergios MANOS sont autorisés à signer conjointement avec un autre membre du Conseil d'administration.

B.2. M. George MANOS et M. Konstantinos MARAS, agissant séparant mais conjointement avec M. TERROVITIS peuvent:

- signer les contrats reçus avec les clients de la Société, des offres et propositions adressées aux clients de la Société, selon lesquels la Société s'engage à exécuter des services ou toute autre prestation en lien avec son objet social et jusqu'au montant de 1.000.000,- € par contrat ou offre.

- signer les contrats avec les fournisseurs ou les sous-traitants de la Société, selon lesquels la Société s'engage à payer les fournisseurs ou les sous-traitants susmentionnés pour la fourniture de biens ou la prestation de services relatifs à un travail ordonné sur la base des contrats reçus susmentionnés, pour des montants compris entre 50.000,- à 500.000,- € par contrat.

- signer les offres en réponse aux appels d'offres pour des marchés jusqu'à un montant de 1.000.000,- € par appel d'offres.

- signer les protocoles d'accord, lettres d'intention, contrat d'association momentanée et accord de confidentialité, en accord avec les limitations fixées au sein des précédents paragraphes

- signer les contrats avec les fournisseurs ou les sous-traitants de la Société, selon lesquels, la Société s'engage à payer les fournisseurs ou les sous-traitants susmentionnés pour la fourniture de biens ou la prestation de services pour des montants compris entre 50.000,- à 100.000,- € par contrat.

B.3. M. George MANOS, M. TERROVITIS, M. KROKOS et M. MARAS peuvent individuellement signer tout offres en réponse à un appel d'offre dont la valeur est inférieure à 1.000.000,- €.

B.4. M. George MANOS, M. TERROVITIS, M. KROKOS et M. MARAS peuvent individuellement signer au nom et pour le compte de la Société les déclarations requises par la Commission européenne et/ou par toute autre organe ou instruments de l'Union européenne en lien avec les directives 92/50/EEC, 97/52/EE, 2014/18/EC et avec le règlement 1605/2002 ainsi qu'en lien avec tout autre directive et règlement applicable pour la participation de la Société dans des appels d'offres de la Commission européenne et/ou par toute autre organe ou instruments de l'Union européenne.

B.5. M. George MANOS et M. TERROVITIS peuvent individuellement signer au nom et pour le compte de la Société

(a) Des lettres de garantie jusqu'à un montant - par lettre - de 2.000.000,- €

(b) Tous les documents procéduraux requis par les législations nationales des lieux d'établissement de la Société afin de procéder au licenciement du personnel qui a été décidé préalablement par le Président du Conseil d'administration ou par l'administrateur-délégué.

C.1. M. Athanasios KOTSIS et M. Alexandros-Stergios MANOS sont autorisés à signer sous leur toute transaction sans considération quant à son montant.

C.2. M. George MANOS et M. TERROVITIS peuvent individuellement signer:

- tout transfert de fonds, sans considération quant à leur montant, entre les entités du groupe (société-mère, Filiales et Succursales)

- tout virement bancaire pour le paiement des intérêts concernant les prêts bancaires, sans considération quant à leur montant

- tout engagement concernant le paiement du salaire des employés de chaque établissement de la Société, sans considération quant à leur montant
- tout engagement concernant le paiement des impôts et autres obligations fiscale, sans considération quant à leur montant
- tout engagement concernant le paiement des contributions sociales, sans considération quant à leur montant
- tout engagement concernant le paiement des achats récurrents et des charges fixes de la Société (abonnements téléphoniques et internet, primes d'assurances, électricité, gaz, loyers des locaux et des infrastructures, leasings, etc.), sans considération quant à leur montant
- tout engagement concernant le paiement des factures des fournisseurs d'un montant inférieur à 50.000,- €
- tout engagement concernant le transfert d'argent en vue de constituer une réserve jusqu'à un montant de 50.000,- € par réserve.

La présente version de cet extrait remplace la version précédente inscrite sous le numéro de dépôt L150006463.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015012122/155.

(150013737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

FPM Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 80.070.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am einunddreißigsten Dezember.

Vor dem unterzeichnenden Notar Jean-Paul MEYERS, mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg.

Fand die zweite außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre (die „Versammlung“) der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) „FPM FUNDS“ (die „Gesellschaft“) mit Sitz in L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 80.070, in Luxemburg, am Amtssitz des unterzeichnenden Notars Jean-Paul MEYERS, statt.

Die Gesellschaft wurde gemäß notarieller Urkunde am 18. Januar 2001, durch Urkunde vom Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sanem gegründet. Die Satzung wurde im Mémorial C, Nummer 560 am 16. Februar 2001, veröffentlicht.

Die Versammlung wird unter dem unter dem Vorsitz von Serge BERNARD, beruflich ansässig in Rambrouch eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zur Sekretärin und die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Caroline RAMIER, beruflich ansässig in Rambrouch.

Alsdann bat der Präsident den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

I. dass die Einladung zur zweiten außerordentlichen Generalversammlung gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts am 02.12.2014 und am 16.12.2014 im Mémorial, im „Luxemburger Wort“ sowie im „Tageblatt“ veröffentlicht wurde.

II. dass die Tagesordnung dieser Generalversammlung folgende Punkte umfasst:

Tagesordnung:

1. Neuformulierung des Art. 1.1 der Satzung der SICAV wie folgt: „Es besteht eine Gesellschaft mit dem Namen FPM Funds (nachfolgend die Gesellschaft).“

2. Änderung des Art. 3.1 der Satzung der SICAV in Bezug auf den Sitz der Gesellschaft.

3. Verlegung des Termins der jährlichen Hauptversammlung in Art. 4.2 der Satzung der SICAV auf den 27. April eines jeden Jahres um 10.00 Uhr.

4. Verschiedenes.

III. dass die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

IV. dass aus dieser Anwesenheitsliste hervor geht, dass:

a. 14.000 Anteile FPM Funds Stockpicker Germany Small/Mid Cap C

b. 30 Anteile FPM Funds Stockpicker Germany Small/Mid Cap I und

c. 10.000 Anteile FPM Funds Ladon-European Value per Vollmacht auf dieser Generalversammlung vertreten sind, welche der gegenwärtigen Urkunde paraphiert beigefügt werden.

V. Als Ergebnis der vorstehenden Ausführungen ist die Generalversammlung rechtsgültig zusammengetreten und beschlussfähig.

VI. Nach Beratung fasst die zweite außerordentliche Generalversammlung folgende Beschlüsse:

1. Neuformulierung des Art. 1.1 der Satzung der SICAV wie folgt: „Es besteht eine Gesellschaft mit dem Namen FPM Funds (nachfolgend die Gesellschaft).“

2. Änderung des Art. 3.1 der Satzung der SICAV wie folgt: „Sitz der Gesellschaft ist Grevenmacher. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft (der „Verwaltungsrat“) kann beschließen, den eingetragenen Sitz der Gesellschaft an einen anderen Ort in der gleichen Stadt im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen. Sollten außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sein oder unmittelbar bevorstehen, die die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft oder die Kommunikation mit dem Sitz der Gesellschaft beeinträchtigen würden, kann der Verwaltungsrat den Sitz der Gesellschaft vorübergehend ins Ausland verlegen. Eine solche vorübergehende Verlegung wirkt sich nicht auf die Nationalität der Gesellschaft aus, die eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.“

3. Änderung des Art. 4.2 der Satzung der SICAV wie folgt: „Die Hauptversammlung findet jährlich am siebenundzwanzigsten (27) April um 10.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen im Voraus bestimmten Ort statt. In Jahren, in denen der 27. April auf einen Bankfeiertag fällt, findet die Hauptversammlung am darauf folgenden Bankarbeitstag statt. Die Anteilhaber können sich auf der Gesellschafterversammlung vertreten lassen.“

4. Verschiedenes.

VII. Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist und niemand das Wort ergreifen möchte wird die gegenwärtige Generalversammlung daraufhin abgeschlossen.

WORÜBER URKUNDE, geschehen und aufgenommen am Amtssitz des unterzeichnenden Notars Jean-Paul MEYERS, mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Serge Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Diekirch, Actes Civils, le 05 janvier 2015. Relation: DAC/2015/59. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Tholl.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, ausgestellt auf Stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

[Authentifizierte elektronische Unterschrift bei der Übermittlung an das Handelsregister enthalten.]

Rambrouch, den 15. Januar 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015012033/69.

(150013652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Alteralia SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6A, Rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 193.864.

— STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-ninth day of December.

Before Us, Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1) Alteralia Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1, rue Goethe, L- 1637 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 188.217,

here represented by Serge Bernard, with professional address in Rambrouch, by virtue of a power of attorney given under private seal;

2) N MAS UNO IBG S.A., a public limited liability company (société anonyme), incorporated under the laws of Spain, having its registered office at Calle Padilla, 17 28006 - Madrid, registered with the Registry of Madrid, under number M273577,

here represented by Serge Bernard, with professional address in Rambrouch, by virtue of a power of attorney given under private seal;

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a partnership limited by shares (une société en commandite par actions), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is hereby established between Alteralia Management S.à r.l., subscriber of the Management Share as unlimited liability shareholder (the General Partner) and N MAS UNO IBG S.A. and all those who may become owners of the Management Share or Ordinary Shares issued by the Company, a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of Alteralia SCA (hereinafter the Company), which shall be governed by the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by these articles of association (these Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in its sole discretion and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the financing or acquisition of portfolio companies, in Spain or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

3.2 The Company may borrow in any form whatsoever. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.3 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4 The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the Shareholders of the Company adopted in the manner required to amend the articles.

4.3 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting any of the Shareholders. In case of death, incapacity or inability of the General Partner, article 112 of the Law shall apply.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by:

- (i) one (1) Management Share (the Management Share); and
- (ii) thirty thousand nine hundred ninety-nine (30,999) ordinary shares (the Ordinary Shares).

The Ordinary Shares and the Management Share(s) are collectively hereinafter referred to as the Shares, and individually, as a Share. All the Shares are in registered form with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, subscribed and fully paid-up.

The Ordinary Shares are held by the Ordinary Shareholders. The Ordinary Shareholders are hereafter referred to as the Limited Shareholders. The Limited Shareholders and the General Partner are hereafter collectively referred to as the Shareholders.

5.2 The authorised share capital of the Company is set at ten million Euro (EUR 10,000,000.-) and the General Partner is authorised without any further need of a decision by the General Meeting and without reserving preferential subscription right to the holders of Ordinary Shares to issue in addition to the existing Shares of the Company, an aggregate number of ten million (10,000,000) Ordinary Shares, having a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

5.3 The General Partner shall be authorized for a period of 5 (five years) starting on the date of the incorporation of the Company, to increase the corporate capital of the Company, in one or several times, from thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) to ten million thirty-one thousand Euro (EUR 10,031,000.-):

- (i) by the creation and issuance of new Management Shares and/or Ordinary Shares;
- (ii) by determination of the date and place at which the notarial deed acknowledging the capital increase will be executed;
- (iii) by the record by way of a notarial deed for each and any share capital increase effected within the limits of the authorised share capital and amendment of article 5.1 of the Articles accordingly; and
- (iv) by amendment to the Share register of the Company every time an increase of the share capital is effected within the limits of the authorised share capital.

5.4 The share capital of the Company may be increased or reduced by resolution of the general meeting of the Shareholders of the Company adopted in the manner required to amend the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The Shares are and shall remain in registered form.

6.2 The Ordinary Shares

(a) All Ordinary Shares shall have the rights and obligations granted to them in accordance with the Articles and shall be identical in all respects.

(b) Each Ordinary Share is entitled to one vote at the general meetings of shareholders.

6.3 The Management Share(s)

(a) All Management Share(s) shall have the rights and obligations granted to them in accordance with the Articles and shall be identical in all respects.

(b) Each Management Share is entitled to one vote at the general meetings of shareholders.

6.4 A Share register shall be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each Shareholder which so requests.

6.5 Shares shall be transferred by a written declaration of transfer registered in the Shareholders' register of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

6.6 Any distribution made on Shares, whether in cash or in kind, in whatever form (including without limitation) as dividends, liquidation proceeds, redemption proceeds or otherwise, shall be paid and distributed to the Shareholders out of the sums available for distribution in accordance with article 72-1, paragraph (1) of the Law or, in the case of a redemption, in accordance with article 49-8 of the Law.

6.7 Transfer of Shares may be restricted pursuant to any agreement between the Company and the Shareholders.

6.8. Towards the Company, the Shares are indivisible and only one owner per share shall be recognized by the Company. Joint co-owners shall appoint one sole person as their representative towards the Company.

6.9 The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Law and the Articles.

Art. 7. Liability of the Shareholders.

7.1 The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities of the Company to the extent that they cannot be paid out of the assets of the Company.

7.2 The Limited Shareholders are liable up to the amount of the capital committed by them to the Company on subscribing the Shares.

III. Management - Representation

Art. 8. Management of the Company.

8.1 The Company shall be managed by the General Partner Alteralia Management S.à r.l., having its registered office at 1, rue Goethe, L- 1637 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 188.217.

8.2 All powers not expressly reserved by the Law or the present articles to the Shareholders (as defined hereafter) fall within the competence of the General Partner, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.3 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether or not Shareholders, by the General Partner.

8.4 The General Partner is authorised to delegate the day-to-day management of the Company and the power to represent the Company in respect thereto to one or more officers, or other agents, whether or not Shareholders, acting individually or jointly.

8.5 The Company shall be bound towards third parties by the signature of the General Partner or by the joint or single signature of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated and within the limits of such power.

8.6 No contract or other transaction between the Company and any other company or person shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any officer of the Company is interested in the transaction, or is a director, associate, officer or employee of such other company or person.

Art. 9. Liability.

9.1 To the extent permissible under Luxembourg law, the General Partner and other officers of the Company, as well as those persons to whom such signatory powers have been validly delegated in accordance with articles 8.3 and 8.4 of these Articles, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties, save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or wilful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

IV. General meetings of shareholders

Art. 10. Powers and Voting rights.

10.1 The general meeting of Shareholders validly constituted represents all the Shareholders of the Company.

10.2 Resolutions of the Shareholders shall be adopted at general meetings in accordance with the Law and these Articles.

Art. 11. Notices, Quorum, Majority and Voting proceedings.

11.1 General meetings of Shareholders of the Company shall be convened by the General Partner or by the Supervisory Board by a notice setting forth the agenda and sent by registered mail at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address recorded in the Share register.

11.2 General meetings of Shareholders of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the convening notices of the meetings.

12.3 The meeting may be held without prior notice if all the Shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the Shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting.

11.4 A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders of the Company by appointing another person (who need not be a Shareholder) as his proxyholder in writing, using any means of written communication including telegram, telex, facsimile or e-mail.

11.5 Each Shareholder may also participate in any meeting of the Shareholders of the Company by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person to such meeting.

11.6 Each Shareholder may also vote by way of voting forms provided by the Company. These voting forms contain the date and place of the meeting, the agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each proposed resolution, three boxes allowing the Shareholders to vote in favour, against or abstain from voting on the proposed resolution. The voting forms must be sent by the Shareholders by mail, telegram, telex, facsimile or e-mail to the registered office of the Company. The Company shall only accept the voting forms which are received prior to the time of the meeting specified in the convening notice. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention shall be null and void.

11.7 Except as otherwise required by the Law or these Articles, resolutions at a general meeting of the Shareholders of the Company duly convened shall be passed by a simple majority of those Shareholders present or represented, regardless of the number of Shareholders present or represented and the proportion of the share capital present or represented at such meeting.

11.8 An extraordinary general meeting of the Shareholders convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one-half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If this quorum is not reached, a second meeting shall be convened, in the manner prescribed by the Articles and the Law. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 12. Accounting year and Annual general meeting.

12.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of the same year.

12.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the General Partner must prepare the balance sheet and the profit and loss account of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the officers, directors, and statutory auditors of the Company.

12.3 The annual general meeting of the Shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Schuttrange at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of meeting on 18th June each year at 4.00 pm. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

12.4 The annual general meeting of the Shareholders of the Company may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the General Partner, exceptional circumstances as stated into Article 2.2 of the Articles so require.

Art. 13. Allocation of profits.

13.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 of these Articles.

13.2 The general meeting of Shareholders of the Company shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may decide to pay dividends from time to time, as in its discretion it believes will best suit the corporate purpose and policy.

13.3 Dividends, when payable, shall be distributed at the time and place fixed by the General Partner, in accordance with the decision of the general meeting of Shareholders. The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the General Partner.

13.4 The General Partner may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

VI. Dissolution - Liquidation

14.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who do not need to be Shareholders, appointed by a resolution of the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the Shareholders or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

14.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the Shareholders in proportion to the Shares held by each Shareholder in the Company.

VII. General provision

15.1 Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provisions are made in these Articles.

Subscription - Payment

Thereupon,

Alteralia Management S.à r.l., prenamed and represented as stated above declares to subscribe for one (1) Management Share in registered form, with a par value of one Euro (EUR 1.-), and to fully pay it up by way of a contribution in cash amounting to one Euro (EUR 1.-).

N MAS UNO IBG S.A., prenamed and represented as stated above declares to subscribe for thirty thousand nine hundred ninety-nine (30,999) ordinary shares in registered form, with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and to fully pay it up by way of a contribution in cash amounting to thirty thousand nine hundred ninety-nine Euro (EUR 30,999.-).

The amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2014.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euros (EUR 1,500.).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the Shareholders of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital have passed the following resolutions:

- The following company is appointed as independent auditor of the Company for a term which shall expire at the first coming annual general meeting of the Shareholders of the Company:

PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, having its registered office in 2, rue Gerhard Mercator L -2182 Luxembourg registered with the Luxembourg trade and companies registry, under number B 65.477.

- The registered office of the Company is set in 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties who signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf du mois de décembre.

Par-devant Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Alteralia Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 1, rue Goethe, L- 1637 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B188217,

représentée par Serge Bernard, ayant son adresse professionnelle à Rambrouch, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

2) N MAS UNO IBG, S.A., une société anonyme, constituée selon les lois d'Espagne, ayant son siège social sis au Calle Padilla, 17 28006, Madrid, immatriculée auprès du Registre de Madrid sous le numéro M273577,

représentée par Serge Bernard, ayant son adresse professionnelle à Rambrouch, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations resteront, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société en commandite par actions dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

I. Nom - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé entre «Alteralia Management S.à r.l.», souscripteur de l'Action de Commandité en qualité d'actionnaire commandité (l'Actionnaire Commandité), «N mas uno IBG S.A.», souscripteur d'Actions Ordinaires émises par la Société, une société en commandite par actions sous la dénomination de «Alteralia SCA» (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par une résolution de l'Actionnaire Commandité. Le siège social peut par ailleurs être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution des Actionnaires délibérant de la manière requise pour la modification des Statuts.

2.2 Des succursales, filiales ou autres bureaux peuvent être établis tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision de l'Actionnaire Commandité. Lorsque l'Actionnaire Commandité estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui, malgré ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est le financement et la prise de participations, tant en Espagne qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement

de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, échange ou de toute autre manière tous titres, Actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et, en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billet à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, en ce compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société peut d'une façon générale effectuer toutes les opérations et transactions qui favorisent directement ou indirectement ou se rapportent à son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée illimitée.

4.2 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des Actionnaires de la Société délibérant de la manière requise pour la modification des Statuts.

4.3 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un des Actionnaires. En cas de décès, d'incapacité ou d'empêchement de l'Actionnaire Commandité, l'article 112 de la Loi s'appliquera.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente-et-un mille Euros (31.000 EUR) représenté par:

- (i) une (1) action de commandité (l'Action de Commandité); et
- (ii) trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) actions ordinaires (les Actions Ordinaires).

Les Actions Ordinaires et l'Action de Commandité sont collectivement désignées les Actions et individuellement une Action.

Toutes les Actions sont nominatives, d'une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune, souscrites et entièrement libérées.

Les Actions Ordinaires sont détenues par les Actionnaires Ordinaires. Les Actionnaires Ordinaires sont désignés ci-après les Actionnaires Commanditaires. Les Actionnaires Commanditaires et l'Actionnaire Commandité sont ensemble désignés les Actionnaires.

5.2 Le capital social autorisé de la Société est fixé à dix millions d'Euros (10.000.000 EUR) et l'Actionnaire Commandité est autorisé à émettre en plus des Actions existantes de la Société, sans qu'il soit besoin d'une quelconque décision de l'Assemblée Générale avec la suppression du droit préférentiel de souscription aux détenteurs d'Actions Ordinaires, un nombre total de dix millions (10.000.000) d'Actions Ordinaires, d'une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune. 5.3 L'Actionnaire Commandité est autorisé pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de la constitution de la Société à augmenter le capital social de la Société, à une ou plusieurs reprises, de trente-et-un mille Euros (31.000 EUR) à dix millions trente-et-un mille Euros (10.031.000 EUR):

- (i) par la création et l'émission de nouvelles Actions de Commandité et/ou Actions Ordinaires;
- (ii) par la détermination de la date et du lieu auxquels l'acte notarié constatant l'augmentation de capital sera passé;
- (iii) par l'enregistrement par acte de notarié toute augmentation du capital social effectuée dans les limites du capital autorisé et modification de l'article 5.1 des Statuts en conséquence; et
- (iv) par la modification du registre des Actions de la Société chaque fois qu'une augmentation du capital social est effectuée dans les limites du capital social autorisé.

5.4 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société adoptée de la manière requise pour la modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les Actions sont et resteront sous forme nominative.

6.2 Les Actions Ordinaires.

(a) Toutes les Actions Ordinaires auront les droits et obligations qui leur seront accordés en vertu des Statuts et seront identiques à tous les égards.

(b) Chaque Action Ordinaire donne droit à une voix aux assemblées générales des Actionnaires.

6.3 L'(es) Action(s) de Commandité.

(a) Toutes les Actions de Commandité auront les droits et obligations qui leur seront accordés en vertu des Statuts et seront identiques à tous les égards.

(b) Chaque Action de Commandité donne droit à une voix aux assemblées générales des Actionnaires.

6.4 Un registre des Actions sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi, et il peut être consulté par chaque Actionnaire qui le désire.

6.5 Les Actions seront cédées par une déclaration écrite de cession inscrite dans le registre des Actions de la Société, qui sera exécutée par le cédant et le cessionnaire ou par leur mandataire respectif. La Société peut aussi accepter d'autres instruments de cession qu'elle jugera satisfaisants comme preuve de cession.

6.6 Toute distribution versée sur les Actions, soit en numéraire ou en nature, sous toutes les formes (en ce compris sans limitation) comme dividende, boni de liquidation, produits de rachat ou autre, sera payée et distribuée aux Actionnaires en prélevant sur les sommes disponibles à la distribution conformément à l'article 72-1, paragraphe (1) de la Loi, ou en cas de rachat, conformément à l'article 49-8 de la Loi.

6.7 La Cession d'Actions peut être restreinte en vertu de tout contrat entre la Société et les Actionnaires.

6.8 Envers la Société, les Actions sont indivisibles, et la Société ne reconnaîtra qu'un seul propriétaire par Action. Les copropriétaires indivis désigneront une seule personne qui les représentera auprès de la Société.

6.9 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites fixées par la Loi et les Statuts.

Art. 7. Responsabilité des Actionnaires.

7.1 L'Actionnaire Commandité est solidairement responsable pour les dettes de la Société dans la mesure où elles ne peuvent pas être couvertes par les actifs de la Société.

7.2 Les Actionnaires Commanditaires sont responsables à hauteur du montant du capital qu'ils ont engagé dans la Société en souscrivant les Actions.

III. Gestion - Représentation

Art. 8. Gestion de la Société.

8.1 La Société est administrée par l'Actionnaire Commandité Alteralia Management S.à r.l., ayant son siège social sis au 1, rue Goethe, L- 1637 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B188217.

8.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts aux Actionnaires (défini ci-après) seront de la compétence de l'Actionnaire Commandité qui aura tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.3 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, Actionnaires ou non, par l'Actionnaire Commandité.

8.4 L'Actionnaire Commandité est autorisé à déléguer la gestion journalière de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans le cadre de cette gestion journalière à un ou plusieurs fondés de pouvoir ou autres agents, Actionnaires ou non, agissant individuellement ou conjointement.

8.5 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature de l'Actionnaire Commandité ou par la signature individuelle ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été valablement délégué et dans les limites de ce pouvoir.

8.6 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou personne ne sera affecté ou invalidé par le fait que l'Actionnaire Commandité ou autres fondés de pouvoir de la Société a un intérêt dans la transaction, ou est un directeur, Actionnaire, agent ou employé de cette autre société ou personne.

Art. 9. Responsabilité.

9.1 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, l'Actionnaire Commandité et les autres fondés de pouvoir de la Société, ainsi que les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.3 et 8.4 des présents Statuts, seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses encourus ou supportés par eux en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé de gérants, fondés de pouvoir ou délégués de la Société, en raison de toute transaction effectuée par la Société, tout contrat conclu ou action accomplie, ou omise ou dans laquelle ils ont participé, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou manquement dolosif, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont peuvent jouir ces personnes.

IV. Assemblées générales des associés

Art. 10. Pouvoirs et Droits de vote.

10.1 L'assemblée générale des Actionnaires régulièrement constituée représente l'organe entier des Actionnaires de la Société.

10.2 Les résolutions des Actionnaires sont adoptées en assemblées générales conformément à la Loi et aux Statuts.

Art. 11. Convocation, Quorum, Majorité et Procédure de vote.

11.1 Les assemblées générales des Actionnaires de la Société sont convoquées par l'Actionnaire Commandité par une convocation fixant l'ordre du jour et envoyée par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant l'assemblée à chaque Actionnaire à l'adresse mentionnée dans le registre des Actions.

11.2 Les assemblées des Actionnaires de la Société seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations respectives des assemblées.

11.3 Si tous les Actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée des Actionnaires de la Société et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

11.4 Un Actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des Actionnaires de la Société en désignant une autre personne comme mandataire (qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire) par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

11.5 Chaque Actionnaire peut également participer à toute assemblée des Actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à une assemblée par ces moyens équivaut à une participation en personne à ladite assemblée.

11.6 Chaque Actionnaire peut également voter grâce aux formulaires de vote fournis par la Société. Les formulaires de vote contiennent la date et le lieu de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, le texte des résolutions proposées ainsi que pour chaque résolution proposée, trois cases permettant aux Actionnaires de voter en faveur, contre ou de s'abstenir de voter s'agissant de la résolution proposée. Les formulaires de vote doivent être envoyés par les Actionnaires par courrier, télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique au siège social de la Société. La Société n'acceptera que les formulaires de vote reçus avant la date de l'assemblée précisée dans la convocation. Les formulaires de vote qui ne contiennent ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention seront nuls.

11.7 Sauf dispositions contraires prévues par la Loi ou les Statuts, les résolutions à une assemblée des Actionnaires de la Société dûment convoquée seront adoptées à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté à cette assemblée.

11.8 Une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires convoquée pour modifier les Statuts ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital social est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée sera convoquée dans les formes statutaires et de la Loi. La seconde assemblée délibèrera valablement quelle que soit la proportion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être adoptées, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 12. Exercice social et Assemblée générale annuelle.

12.1 L'exercice social de la Société commence le premier avril et se termine le trente-et-un mars de chaque année.

12.2 Chaque année, à la fin de l'exercice, l'Actionnaire Commandité dresse le bilan et le compte de résultat de la Société ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication de l'actif et du passif de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, et commissaires aux comptes de la Société.

12.3 L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société se tiendra, conformément au droit luxembourgeois, à Schuttrange, à l'adresse du siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune du siège social tel que stipulé dans l'avis de convocation, le dix-huit juin de chaque année à 4 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire au Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

12.4 L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société peut se tenir à l'étranger, si l'Actionnaire Commandité considère de manière absolue que des circonstances exceptionnelles telles qu'indiquées à l'Article 2.2 des Statuts l'exigent.

Art. 13. Affectation des bénéfices.

13.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social souscrit de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps en temps selon l'article 5 de ces Statuts.

13.2 L'assemblée générale des Actionnaires de la Société décidera de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels et décidera de payer des dividendes de temps en temps et à sa propre discrétion aux moments qu'elle jugera opportun au regard des objectifs et de la politique de la Société.

13.3 Les dividendes, si exigibles, seront distribués au moment et au lieu fixés par l'Actionnaire Commandité conformément à la décision de l'assemblée générale des Actionnaires. Les dividendes peuvent être payés en euro ou en toute autre devise choisie par l'Actionnaire Commandité.

13.4 L'Actionnaire Commandité peut décider de payer des acomptes sur dividendes aux conditions et dans les limites fixées par la Loi.

VI. Dissolution - Liquidation

14.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires, nommés par une résolution de l'assemblée générale des Actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Sauf disposition contraire prévue par la Loi ou la décision des Actionnaires de la Société, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

14.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux Actionnaires proportionnellement au nombre d'Actions détenues par chaque Actionnaire dans la Société.

VI. Disposition générale

15.1 Il est fait référence aux dispositions de la Loi pour tous les points qui ne font pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces présents Statuts.

Souscription et Paiement

Sur ces faits, La société Alteralia Management S.à r.l, précitée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à une (1) Action de Commandité sous forme nominative, d'une valeur nominale de un Euro (1 EUR) et la libérer entièrement par un apport en espèces s'élevant à un Euro (1 EUR).

La société N MAS UNO IBG, S.A., précitée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) Actions Ordinaires sous forme nominative, d'une valeur nominale de un Euro (1 EUR) et les libérer entièrement par un apport en espèces s'élevant à un trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Euros (30.999 EUR).

Le montant de trente-et-un mille Euros (31.000 EUR) est mis à la disposition de la Société comme il a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Dispositions Transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cinq cent cinquante euros.

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les Actionnaires de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit ont pris les résolutions suivantes:

La société suivante est nommée réviseur d'entreprises agréée de la Société pour une durée qui expirera à la première assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société:

PricewaterhouseCoopers, une société coopérative, ayant son siège social sis au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65477.

Le siège social de la Société est établi au 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 31 décembre 2014. Relation: RED/2014/2702. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 15 janvier 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015012501/515.

(150014759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Copimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 134.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208964/9.

(140233604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Sogerom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 54.276.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208588/9.

(140232760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Exodus Société en Commandite Spéciale, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 2, place de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 193.005.

Excerpts of the limited partnership agreement («the Agreement») of Exodus Société en Commandite Spéciale a special limited partnership, executed on 20th November, 2014

1. Partners who are jointly and severally liable. Grupa Łapaj Spółka z ograniczon odpowiedzialno ci , a limited liability company existing and incorporated under the laws of the Republic of Poland with its registered office located at ul. 1 Maja 25A, 57-350 Kudowa Zdrój, Poland, entered into the register of entrepreneurs of the National Court Register maintained by the District Court for the Wrocław-Fabryczna, VI Commercial Department of the National Court Register under the number 0000411594, hereinafter referred to as the „General Partner”.

2. Name, Partnership’s Purpose, Registered Office, Financial year.

2.1 Name:

The Partnership shall have the name: Exodus Société en Commandite Spéciale.

2.2 Purpose:

2.2.1 The Partnership’s purpose is to invest, acquire and take participations and interests, in any form whatsoever, in any kind of Luxembourg or foreign companies or entities and to acquire through participations, contributions, purchases, options or in any other way any securities, rights, interests, patents, trademarks and licenses or other property as the Partnership shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, encumber, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Partnership may think fit.

2.2.2 The Partnership may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and grant to any company or entity associated in any way with the Partnership, in which the partnership has a direct or indirect financial or other interest, any assistance, loan, advance or guarantee, as well as borrow and raise money in any manner and secure the payment of any money borrowed.

2.2.3 The Partnership may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

2.2.4 The Partnership may take any action and perform operation which is, directly or indirectly, related to its purpose in order to facilitate the accomplishment of such purpose.

2.2.5 The Partnership may (a) engage in such other activities as the General Partner deems necessary, advisable, convenient or incidental to the foregoing and (b) engage in any lawful acts or activities not inconsistent with the foregoing.

2.2.6 The Partnership may receive donations in cash or in kind either from the Partners or third parties.

2.3 Registered Office:

The Partnership shall have its registered office at 2 Place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.4 Financial Year:

The financial year of the Partnership for the financial and Partnership accounting purposes shall be the calendar year starting from January 1st and ending on December 31st.

3. Designation of the manager and signatory powers.

3.1 The management, control and operation of and the determination of policy with respect to the Partnership and its investments and other activities shall be vested exclusively in the General Partner, which is hereby authorized and empowered on behalf and in the name of the Partnership and in its own name, if necessary or appropriate, but subject to the other provisions of this Agreement, to carry out any and all of the purposes of the Partnership and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that they may in their sole discretion deem necessary, advisable, convenient or incidental thereto. In particular the General Partner is exclusively authorized and empowered to subscribe for, acquire, transfer under any title, sell, redeem or otherwise dispose of any financial instruments, included but not limited to shares, partnership interests and bonds, as well as any other property rights held by the Partnerships.

3.2 All powers not expressly reserved to the Limited Partner by the Law or the Agreement fall within the competence of the General Partner, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the object of the Partnership.

3.3 The Partnership shall be bound by the sole signature of the General Partner, or in case of plurality of General Partners, by the sole signature of any General Partner or by the sole signature of any person to whom the power to sign on behalf of the Partnership has been validly delegated by the General Partner (s) in accordance with article 6.4. of the Agreement.

3.4 The General Partner may at any time appoint one or several ad hoc agent(s) to perform specific tasks. The General Partner will determine the powers and remuneration (if any) of such agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant condition of the agency. The agent(s) so appointed are in any case revocable ad nutum by decision of the General Partner (s).

4. Liability.

4.1 The General Partner will be personally jointly and severally liable with the Partnership for all liabilities that cannot be covered by the assets of the Partnership.

4.2 The General Partner shall not be liable to the Partnership or any (Limited) Partner, and each Limited Partner by accepting herein Agreement does release the General Partner, for any act or omission, including any mistake of fact or error in judgment, taken, suffered or made by the General Partner in good faith and in the belief that such act or omission is in or is not contrary to the best interests of the Partnership and is within the scope of authority granted to the General Partner in this Agreement.

5. Date on which the Partnership commences and Date on which it ends. The Partnership is formed for an unlimited period of time.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

Extrait d'un contrat de société sous seing privé en date du 20 novembre 2014 (les "Statuts") que la société en commandite spéciale Exodus Société en Commandite Spéciale a été constituée ce même jour.

1. Associés commandités tenus conjointement et solidairement responsables. Grupa Łapaj Spółka z ograniczon odpowiedzialno ci , une société à responsabilité limitée constituée et existant sous le droit Polonais, ayant son siège social au ul. 1 Maja 25A, 57-350 Kudowa Zdrój, Pologne, inscrite au registre des entrepreneurs du Registre de la Cour Nationale et maintenu par la Cour du District de Wrocław-Fabryczna, Département Commercial VI du Registre de la Cour Nationale sous le numéro 0000411594, décrit ci-après en tant que „Associé Commandité”.

2. Dénomination, Objet social, Siège social, Exercice social.

2.1 Nom:

La dénomination de la société en commandite spéciale est: Exodus Société en Commandite Spéciale.

2.2 Objet social:

2.2.1 L'objet de la Société est d'investir, d'acquérir et de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans n'importe quelle société ou entité Luxembourgeoise ou étrangère et acquérir au travers de participations, de contributions, d'achats, d'options ou de toutes autres manières tous titres, droits, intérêts, brevets, marques et licences ou d'autres biens que la Société jugera approprié, et plus généralement de détenir, gérer, développer, grever, vendre ou disposer, en tout ou en partie, pour telle contrepartie que la Société peut penser appropriée.

2.2.2 La Société peut également conclure, assister ou participer à toutes transactions financières, commerciales ou autres et accorder à toute société ou entité associée de n'importe quelle manière avec la Société, dans laquelle la Société a un intérêt financier ou autre, direct ou indirect, toute assistance, prêt, avance ou garantie ainsi qu'emprunter et lever des fonds de quelque manière que ce soit et d'assurer le paiement de toute somme empruntée.

2.2.3 La Société peut utiliser toutes techniques, moyens légaux, et instruments pour gérer ses investissements efficacement et se protéger elle-même contre les risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et autres risques.

2.2.4 La Société peut prendre toute action et effectuer toute opération qui est, directement ou indirectement, liée à son objet afin de faciliter la réalisation de cet objet.

2.2.5 La Société peut (a) s'engager dans d'autres activités considérées comme nécessaires, recommandables, appropriées ou accessoires et (b) s'engager dans tout acte légal ou activité non-incomptable avec ce qui précède.

2.2.6 La Société peut recevoir de ses associés et de parties-tierce des contributions en numéraire ou en nature.

2.3 Siège Social:

La Société a son siège social au 2 Place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

2.4 Exercice social:

L'exercice social de la Société sera l'année calendrier commençant le 1^{er} janvier de chaque année et se terminant le 31 décembre de la même année.

3. Désignation des gérants et pouvoir de signature.

3.1 La gestion, le contrôle et le fonctionnement et la définition de la politique de la Société et de ses investissements et d'autres activités seront dévolus exclusivement à l'Associé Commandité, qui est autorisé et habilité pour le compte et au nom de la Société et en son nom propre, si nécessaire ou approprié, mais sous réserve des autres dispositions du présent accord, à procéder à n'importe quel et tous les objectifs de la Société et à effectuer tous les actes et conclure et exécuter tous les contrats et autres engagements qu'il peut à sa seule discrétion juger nécessaires, souhaitables, pratiques ou accessoires. En particulier, l'Associé Commandité est exclusivement autorisé et habilité à souscrire, acquérir, transférer sous quelque titre que ce soit, vendre, rembourser or disposer autrement de tous instruments financiers dont font partie mais pas limité à, les actions, les droits et les obligations, ainsi que tout autre droit de propriété détenu par la Société.

3.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés aux associés commanditaires par la loi ou par le présent accord relèvent de la compétence de l'Associé Commandité, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet de la Société.

3.3 La Société sera engagée par la seule signature de l'Associé Commandité, ou en cas de pluralité des Associés Commandités, par la seule signature de n'importe quel Associé Commandité ou par la seule signature de toute personne à qui le pouvoir de signer au nom de la Société has été valablement délégué par le /les Associé(s) Commandité(s) en accord avec l'article 6.4 du présent accord.

3.4 L'Associé Commandité peut à tout moment nommer un ou plusieurs agent(s) ad hoc afin d'effectuer certaines tâches spécifiques. L'Associé Commandité déterminera les pouvoirs et la rémunération (le cas échéant) de cet/ces agent (s), la durée de la période de représentation et de toute autre condition de l'accord. Le/les agent(s) ainsi désigné(s) est/ sont révocable(s) ad nutum par décision de l'/des Associé(s) Commandité(s).

4. Responsabilité.

4.1 L'Associé Commandité sera personnellement conjointement et solidairement responsable avec la Société pour tous les engagements qui ne pourraient être couverts par les actifs de la Société.

4.2 L'Associé Commandité ne sera pas responsable envers la Société ou envers tout Associé Commanditaire, et chaque Associé Commanditaire en donnant son accord sur le présent contrat libère l'Associé Commandité de toute responsabilité, pour tout acte ou omission, ce y compris tout erreur de fait ou erreur de jugement, commise, affectée ou prise par l'Associé Commandité de bonne foi et dans la mesure où tel acte ou omission est dans, ou n'est pas contraire au meilleur intérêt de la Société et est dans le périmètre de responsabilité confiée à l'Associé Commandité dans le cadre du présent accord.

5. Date de création de la Société et son terme. La Société est créée pour une durée indéterminée.

GENERAL PARTNER

Grupa Łapaj Sp. z o.o

Jan Łapaj

President of the Board

Référence de publication: 2014205503/139.

(140230376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Cavaliér International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 191.523.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208912/10.

(140233551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

XBT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7795 Roost, 3, op der Poukewiss.

R.C.S. Luxembourg B 191.313.

L'an deux mille quatorze,

Le trente décembre,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois "XBT HOLDING S.A.", avec siège social à L-7795 Roost, 3, op der Poukewiss, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 16 octobre 2014, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 3543 du 25 novembre 2014, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 191.313.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Khadigea KLINGELE, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Martine JEMMING, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Wei ZHANG, comptable, demeurant professionnellement à L-7257 Helmsange, 1-3, Millewee.

Le bureau ayant été constitué, la Présidente expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour

1. Changement de la valeur nominale actuelle des actions de dix dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 10,00) chacune en un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,00) chacune, de sorte que le capital social fixé à quarante-et-un mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 41.000,00) sera divisé en quarante-et-un mille (41.000) actions d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,00) chacune.

2. Augmentation du capital social à concurrence d'un montant d'un million deux cent soixante-cinq mille cinq cent soixante-six dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.265.566,00), pour le porter de son montant actuel de quarante-et-un mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 41.000,00) à un million trois cent six mille cinq cent soixante-six dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.306.566,00), par la création et l'émission d'un million deux cent soixante-cinq mille cinq cent soixante-six (1.265.566) actions nouvelles de valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,00) chacune, par la conversion en capital de quatre (4) créances d'actionnaires.

3. Souscription et libération des actions nouvelles.

4. Modification subséquente du premier alinéa de l'alinéa 2 et suivants de l'article 3, relatif au capital autorisé.

5. Divers.

Ensuite, l'assemblée générale, après délibération, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de changer la valeur nominale des actions de dix dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 10,00) chacune en un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,00) chacune, de sorte que le capital social fixé à quarante-et-un mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 41.000,00) sera désormais divisé en quarante-et-un mille (41.000) actions d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,00) chacune.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant d'un million deux cent soixante-cinq mille cinq cent soixante-six dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.265.566,00), pour le porter de son montant actuel de quarante-et-un mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 41.000,00) à un million trois cent six mille cinq cent soixante-six dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.306.566,00), par la création et l'émission d'un million deux cent soixante-cinq mille cinq cent soixante-six (1.265.566) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,00) chacune, par la conversion en capital de quatre (4) créances d'actionnaires.

Intervention - Souscription - Libération

Sont alors intervenues aux présentes:

1) "AUKA INVEST PTE. LTD.", une private limited by shares existant sous les lois de la République de Singapour, ayant son siège social à 8 Wilkie Road #03-1 Wilkie Edge, Singapore 228095, inscrite auprès du Registrar of Companies & Businesses de Singapour (Singapour) sous le numéro d'enregistrement 201435510Z (ci-après "l'apporteur 1"),

ici dûment représentée par Monsieur Wei ZHANG, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée le 24 décembre 2014,

laquelle procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

L'apporteur 1, représenté comme sus-indiqué, déclare par les présentes souscrire à sept cent quatre-vingt-dix mille six cent trente (790.630) nouvelles actions.

Toutes les sept cent quatre-vingt-dix mille six cent trente (790.630) nouvelles actions ont été entièrement libérées par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et exigible d'un montant de sept cent quatre-vingt-dix mille six cent trente dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 790.630,00).

La preuve de la réalité de cet apport en nature a été donnée au notaire instrumentant par le biais d'une déclaration d'apport émise par l'apporteur 1 le 26 décembre 2014.

2) "BK TECH INVESTMENTS PTE. LTD.", une private limited by shares existant sous les lois de la République de Singapour, ayant son siège social à 8 Wilkie Road #03-1 Wilkie Edge, Singapore 228095, inscrite auprès du Registrar of Companies & Businesses de Singapour (Singapour) sous le numéro d'enregistrement 201435518G ci-après "l'apporteur 2"),

ici dûment représentée par Monsieur Wei ZHANG, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée le 24 décembre 2014,

laquelle procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

L'apporteur 2, représenté comme sus-indiqué, déclare par les présentes souscrire cent onze mille sept cent onze (111.711) nouvelles actions.

Toutes les cent onze mille sept cent onze (111.711) nouvelles actions ont été entièrement libérées par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et exigible d'un montant de cent onze mille sept cent onze dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 111.711,00).

La preuve de la réalité de cet apport en nature a été donnée au notaire instrumentant par le biais d'une déclaration d'apport émise par l'apporteur 2 le 26 décembre 2014.

3) "ARIBELLE HOLDINGS PTE. LTD.", une private limited by shares existant sous les lois de la République de Singapour, ayant son siège social à 8 Wilkie Road #03-1 Wilkie Edge, Singapore 228095, inscrite auprès du Registrar of Companies & Businesses de Singapour (Singapour) sous le numéro d'enregistrement 201435524R (ci-après "l'apporteur 3"),

ici dûment représentée par Monsieur Wei ZHANG, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée le 24 décembre 2014,

laquelle procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

L'apporteur 3, représenté comme sus-indiqué, déclare par les présentes souscrire à deux cent quatre-vingt-dix-sept mille huit cent quatre-vingt-dix-sept (297.897) nouvelles actions.

Toutes les deux cent quatre-vingt-dix-sept mille huit cent quatre-vingt-dix-sept (297.897) nouvelles actions ont été entièrement libérées par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et exigible d'un montant de deux cent quatre-vingt-dix-sept mille huit cent quatre-vingt-dix-sept dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 297.897,00).

La preuve de la réalité de cet apport en nature a été donnée au notaire instrumentant par le biais d'une déclaration d'apport émise par l'apporteur 3 le 26 décembre 2014.

4) "H.G.S. HIGH GROWTH SOLUTIONS", une limited liability company existant sous les lois de la République de Chypre, ayant son siège social à Louki Akrita 14, Agia Zoni, 3030 Limassol (Chypre), inscrite auprès du Registrar of Companies and Official Receiver Nicosia (Chypre) sous le numéro d'enregistrement HE 306052 (ci-après "l'apporteur 4"),

ici dûment représentée par Monsieur Wei ZHANG, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée le 24 décembre 2014,

laquelle procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

L'apporteur 4, représenté comme sus-indiqué, déclare par les présentes souscrire à soixante-cinq mille trois cent vingt-huit (65.328) nouvelles actions.

Toutes les soixante-cinq mille trois cent vingt-huit (65.328) nouvelles actions ont été entièrement libérées par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et exigible d'un montant de soixante-cinq mille trois cent vingt-huit (65.328) dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 65.328,00).

La preuve de la réalité de cet apport en nature a été donnée au notaire instrumentant par le biais d'une déclaration d'apport émise par l'apporteur le 26 décembre 2014.

Par ailleurs, il résulte d'un rapport établi en date du 29 décembre 2014 par un réviseur d'entreprises indépendant, à savoir "Van Cauter - Snauwaert & Co S.à r.l.", Cabinet de Révision Agréé, ayant son siège social à L-8041 Strassen (Grand-Duché de Luxembourg), 80, rue des Romains, sous les signatures conjointes de Monsieur Erik SNAUWAERT, réviseur d'entreprises agréé, et de Monsieur Willem VAN CAUTER, réviseur d'entreprises agréé, tous deux demeurant professionnellement à la prédite adresse, ce qui suit:

"Based on our review performed, as described before, nothing has come to our attention that causes us to believe that the total value of the contributions in kind does not correspond at least to the number and the nominal value of the shares to be created as remuneration, being 1.265.566 shares with a nominal value of 1,00 USD per share, representing a capital amount of 1.265.566 USD.

French translation:

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports autre qu'en numéraire ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des 1.265.566 nouvelles actions d'une valeur nominale de 1,00 USD représentant un montant en capital de 1.265.566,00 USD."

Ce rapport, signé "ne varietur", restera annexé au présent acte avec lequel il sera enregistré.

Troisième résolution:

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article trois des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 3. alinéa premier. (version en français).** Le capital social est fixé à un million trois cent six mille cinq cent soixante-six dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.306.566,00), divisé en un million trois cent six mille cinq cent soixante-six (1.306.566) actions d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,00) chacune."

Quatrième résolution:

L'assemblée générale décide également de modifier le deuxième alinéa et les suivants de l'article trois des statuts, relatif au capital autorisé, pour lui donner la teneur suivante (version en français):

"Capital Autorisé:

Le capital de la société peut être porté de son montant actuel d'un million trois cent six mille cinq cent soixante-six dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.306.566,00) à cinq millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 5.000.000,00), le cas échéant par la création et l'émission de trois millions six cent quatre-vingt-treize mille quatre cent trente-quatre (3.693.434) actions d'une valeur d'un (1) dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,00) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Le conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles à émettre dans le cadre du capital social autorisé.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins. Les actions sont nominatives et inscrites sur le registre des actions nominatives, lequel sera l'unique preuve de détention d'actions de la société par l'actionnaire.

Le transfert, la vente ou le gage des actions requiert l'approbation du conseil d'administration. Au cas où un actionnaire aimerait vendre ses titres, il doit en demander l'autorisation au conseil d'administration sous forme écrite. Le conseil d'administration doit y répondre endéans 30 jours après en avoir reçu la demande. Si la réponse du conseil d'administration n'a pas été émise endéans ce délai, l'actionnaire désireux de vendre doit considérer sa demande comme refusée.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes."

Constatation

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'article 26-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été accomplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital, s'élève à environ deux mille huit cents euros (EUR 2.800,00).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue française et suivi d'une version en langue anglaise; sur demande desdits comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec le notaire la présente minute.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and fourteen,

On the thirtieth day of December,

Before Us Maître Emile SCHLESSER, civil law notary residing in Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "XBT HOLDING S.A.", a "société anonyme" (public limited company) under the laws of Luxembourg, with registered office in L-7795 Roost, 3, op der Poukewiss, incorporated by deed of the undersigned notary on 16 October 2014, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 3543 on 25 November 2014, the articles of association of which have not been modified yet, registered with the Trade and Companies' Register in Luxembourg under section B and number 191,313.

The meeting was opened with Mrs. Khadigea KLINGELE, legal counsel, residing professionally in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Mrs. Martine JEMMING, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr. Wei ZHANG, accountant, professionally residing in L-7257 Helmsange, 1-3, Millewee.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairwoman declared and requested the notary to state:

I.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, signed "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary. The said attendance list and the proxies will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

II.- That the whole corporate capital being present or represented at this meeting and all the shareholders present or represented declaring that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, so that no convening notices were necessary.

III.- That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda, which is the following:

Agenda

1. Change of the current par value of the shares from ten US Dollars (USD 10.00) each into one US Dollar (USD 1.00) each, so that the current share capital is set at forty-one thousand US Dollars (USD 41,000.00), divided into forty-one thousand (41,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1.00) each.

2. Capital increase by an amount of one million two hundred sixtyfive thousand five hundred sixty-six US Dollars (USD 1,265,566.00), so as to bring the current capital from its amount of forty-one thousand US Dollars (USD 41,000.00) to one million three hundred six thousand five hundred sixty-six US Dollars (USD 1,306,566.00), through the issue of one million two hundred sixty-five thousand five hundred sixty-six (1,265,566) new shares, with a par value of one US Dollar (USD 1.00) each, having the same rights and privileges as the existing shares.

3. Subscription and payment of the new shares.

4. Subsequent amendment of the first paragraph of article 3 of the articles of association so as the second and following paragraphs of article 3, relating to the authorised share capital.

5. Miscellaneous.

Then the general meeting, after deliberation, takes unanimously the following resolutions:

First resolution:

The general meeting decides to change the current par value of the shares from ten US Dollars (USD 10.00) each, into one US Dollar (USD 1.00) each, so that the current share capital shall be set at fortyone thousand US Dollars (USD 41,000.00), divided into forty-one thousand (41,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1.00) each.

Second resolution:

The general meeting decides to increase the share capital by an amount of one million two hundred sixty-five thousand five hundred sixty-six US Dollars (USD 1,265,566.00), so as to bring the current capital from its amount of forty-one thousand US Dollars (USD 41,000.00) to one million three hundred six thousand five hundred sixsix US Dollars (USD 1,306,566.00), through the issue of one million two hundred sixty-five thousand five hundred sixty-six (1,265,566) new shares, with a par value of one US Dollar (USD 1.00) each, having the same rights and privileges as the existing shares, by incorporation into the capital of four (4) certain, liquid and fully enforceable shareholders' claims against the company.

Intervention - Subscription - Payment

Then intervened:

1) "AUKA INVEST PTE. LTD.", a private limited company limited by shares, existing under the laws of the Republic of Singapore, with registered office in 8 Wilkie Road #03-1 Wilkie Edge, Singapore 228095, registered with the Registrar of Companies & Businesses of Singapore (Singapore) under Registration number 201435510Z (hereafter "the subscriber 1"),

here duly represented by Mr. Wei ZHANG, prenamed,

by virtue of a power of attorney given under private seal on 24 December 2014,

which power of attorney, initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed for registration purposes.

The subscriber 1 declares to subscribe to seven hundred ninety thousand six hundred thirty (790,630) new shares.

The seven hundred ninety thousand six hundred thirty (790,630) new shares have been fully paid-up through a contribution in kind, i.e. by incorporation into the capital of a certain, liquid and fully enforceable claim against the company up to an amount of seven hundred ninety thousand six hundred thirty US Dollars (USD 790,630.00).

Proof of the reality of this contribution in kind has been given to the undersigned notary through a certificate of contribution issued by the subscriber 1 on 26 December 2014.

2) "BK TECH INVESTMENTS PTE. LTD.", a private limited company limited by shares, existing under the laws of the Republic of Singapore, with registered office in 8 Wilkie Road #03-1 Wilkie Edge, Singapore 228095, registered with the Registrar of Companies & Businesses of Singapore (Singapore) under Registration number 201435518G (hereafter "the subscriber 2"),

here duly represented by Mr. Wei ZHANG, prenamed,

by virtue of a power of attorney given under private seal on 24 December 2014,

which power of attorney, initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed for registration purposes.

The subscriber 2 declares to subscribe to one hundred eleven thousand seven hundred eleven (111,711) new shares.

The one hundred eleven thousand seven hundred eleven (111,711) new shares have been fully paid-up through a contribution in kind, i.e. by incorporation into the capital of a certain, liquid and fully enforceable claim against the company up to an amount of one hundred eleven thousand seven hundred eleven US Dollars (USD 111,711.00).

Proof of the reality of this contribution in kind has been given to the undersigned notary through a certificate of contribution issued by the subscriber 2 on 26 December 2014.

3) "ARIBELLE HOLDINGS PTE. LTD.", a private limited company limited by shares, existing under the laws of the Republic of Singapore, with registered office in 8 Wilkie Road #03-1 Wilkie Edge, Singapore 228095, registered with the Registrar of Companies & Businesses of Singapore (Singapore) under Registration number 201435524R (hereafter "the subscriber 3"),

here duly represented by Mr. Wei ZHANG, prenamed,

by virtue of a power of attorney given under private seal on 24 December 2014,

which power of attorney, initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed for registration purposes.

The subscriber 3 declares to subscribe to two hundred ninety-seven thousand eight hundred eighty-seven (297,897) new shares.

The two hundred ninety-seven thousand eight hundred eighty-seven (297,897) new shares have been fully paid-up through a contribution in kind, i.e. by incorporation into the capital of a certain, liquid and fully enforceable claim against the company up to an amount of two hundred ninety-seven thousand eight hundred eighty-seven US Dollars (USD 297,897.00).

Proof of the reality of this contribution in kind has been given to the undersigned notary through a certificate of contribution issued by the subscriber 3 on 26 December 2014.

4) "H.G.S. HIGH GROWTH SOLUTIONS", a limited liability company existing under the laws of the Republic of Cyprus, with registered office in Louki Akrita 14, Agia Zoni, 3030 Limassol (Cyprus), registered with the Department of Registrar of Companies and Official Receiver Nicosia (Cyprus) under Registration number HE 306052 (hereafter "the subscriber 4"),

here duly represented by Mr. Wei ZHANG, prenamed,

by virtue of a power of attorney given under private seal on 24 December 2014,

which power of attorney, initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed for registration purposes.

The subscriber 4 declares to subscribe to two hundred ninety-seven thousand eight hundred eighty-seven (297,897) new shares.

The sixty-five thousand three hundred twenty-eight (65,328) new shares have been fully paid-up through a contribution in kind, i.e. by incorporation into the capital of a certain, liquid and fully enforceable claim against the company up to an amount of sixty-five thousand three hundred twenty-eight US Dollars (USD 65,328.00).

Proof of the reality of this contribution in kind has been given to the undersigned notary through a certificate of contribution issued by the subscriber 4 on 26 December 2014.

Furthermore, it appears from an assessment report issued by an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises indépendant") on 29 December 2014, namely "Van Cauter - Snauwaert & Co S.à r.l.", Cabinet de Révision Agréé, with registered office in L-8041 Strassen (Grand-Duchy of Luxembourg), 80, rue des Romains, under the joint signatures of Mr. Erik SNAUWAERT, approved statutory auditor, and Mr. Willem VAN CAUTER, approved statutory auditor, both with professional address at the same address, which concludes as follows:

"Based on our review performed, as described before, nothing has come to our attention that causes us to believe that the total value of the contributions in kind does not correspond at least to the number and the nominal value of the shares to be created as remuneration, being 1.265.566 shares with a nominal value of 1,00 USD per share, representing a capital amount of 1.265.566 USD.

French translation:

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports autre qu'en numéraire ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des 1.265.566 nouvelles actions d'une valeur nominale de 1,00 USD représentant un montant en capital de 1.265.566,00 USD." This report, signed "ne varietur", will also remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Third resolution:

As a consequence of the foregoing, the general meeting decides to modify the first paragraph of article 3 of the articles of Incorporation, which will from now on have the following wording:

" **Art. 3. first paragraph (version in English).** The corporate capital is fixed at one million three hundred six thousand five hundred sixty-six US Dollars (USD 1,306,566.00), divided into one million three hundred six thousand five hundred sixty-six (1,306,566) shares with a par value of one US Dollar (USD 1.00) each".

Fourth resolution:

The general meeting resolves to amend the second and following paragraphs of article 3 of the articles of association, relating to the authorised share capital, which shall be read as follows:

"Authorised Share Capital:

The share capital can be increased from its current amount of one million three hundred six thousand five hundred sixty-six US Dollars (USD 1,306,566.00) to five million US Dollars (USD 5,000,000.00), by the creation and the issue of three million six hundred ninety-three thousand four hundred thirty-four (3,693,434) shares with a par value of one US Dollar (USD 1.00) each, with the same rights as those enjoyed by the shares extant.

The board of directors is fully authorized and appointed:

- to render effective such increase of capital as a whole at once, by successive portions or by continuous issues of new shares, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims, or following approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

- to determine the place and the date of the issue or of the successive issues, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares,

- to suppress or limit the preferential subscription right of the shareholders with respect to the above issue of supplementary shares against payment in cash or by contribution in kind.

Such authorization is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed and may be renewed by a general meeting of shareholders with respect to the shares of the authorized capital which at that time shall not have been issued by the board of directors.

As a consequence of such increase of capital so rendered effective and duly documented in notarial form, the first paragraph of the present article will be amended such as to correspond to the increase so rendered effective; such modification will be documented in notarial form by the board of directors or by any persons appointed for such purposes.

The shares are in registered form and recorded on the share register, which will be the exclusive proof of the holding of the company's shares by the shareholder.

For transfer, sale or pledge of the shares approval of the board of directors is required. In the event of one shareholder wishing to sell his shares, he must request permission from the board of directors in a written form. The board of directors has to give a reply within 30 days from receiving the request. If the board of directors hasn't replied within the frame time, the shareholder has to consider his sale request as being rejected.

Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares."

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article 26-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended have been observed.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, are estimated at about two thousand eight hundred euro (EUR 2,800.00) There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in French and followed by an English version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the French and the English texts, the French version will prevail.

In faith of which, We the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the persons appearing, all known to the notary by surname, name, civil status and residence, the Chairwoman, the secretary and the scrutineer signed with Us the notary the present original deed.

Signé: K. KLINGELE, M. JEMMING, W. ZHANG, E. SCHLESSER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 05 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/232. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR COPIE CONFORME.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013096/364.

(150014731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Accendo Capital, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.618.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of the month of January.

Before us, Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of Accendo Capital, a société anonyme, incorporated and governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 21 February 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 656 on 17 March 2008, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 136618 (the "Company").

The articles of incorporation of the Company have not been amended since its incorporation.

The meeting is opened with Me Philippe Burgener, avocat, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appoints as secretary Me Julia Selyanskaya, avocat, professionally residing in Luxembourg; Me Jil Lanners, avocat, professionally residing in Luxembourg was appointed as scrutineer.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the undersigned notary to state that:

I. That the Agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Amendment of the corporate form of the Company, so as article 1 of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") reads as follows:

" **Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a "société en commandite par actions" qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "Accendo Capital" (the "Company")."

2. Full restatement of the Articles.

II. That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders present, the proxyholders of the represented shareholders and by the members of the bureau, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. That all the shares outstanding are registered shares and that the shareholders have been informed of the present meeting by a convening notice sent by registered mail on 29 December 2014.

IV. It appears from the attendance list that, out of the 18'239.65 shares in issue, 11'951.734 shares are represented at the meeting.

V. That, as a result of the foregoing, the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items on the agenda.

After deliberation, the Meeting resolves as follows:

First resolution

The meeting with 11'951 votes in favour, 0 votes against and 0 abstentions decides to amend the corporate form of the Company, so as article 1 of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") reads as follows:

" **Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a "société en commandite par actions" qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "Accendo Capital" (the "Company")."

Second resolution

Following the change of the corporate form of the company, the meeting with 11'951 votes in favour, 0 votes against and 0 abstentions, decides to fully restate the Articles as follows:

" **Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a "société en commandite par actions" qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "Accendo Capital" (the "Company")."

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles"), but only with consent of the General Partner (as defined hereafter). The Company will not be dissolved in case the General Partner resigns, is liquidated, is declared bankrupt or is unable to continue its business. In such circumstances, Article 16 will apply.

Art. 3. The exclusive object of the Company is to invest the funds available to it in securities and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to Specialised Investment Funds (the "Law") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Whollyowned subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner (as defined hereafter). The General Partner is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg and, to the extent permitted by the law, to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economical, social, military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company will be represented by shares without nominal value and will at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 22 hereof.

The capital of the Company will be represented by two categories of shares, namely management shares held by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandité) and ordinary shares held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) of the Company.

Each ordinary share and management share will be referred to as a "share" and collectively as the "shares", whenever the reference to a specific category of shares is not justified.

The minimum capital of the Company shall be the equivalent in Euro of the minimum provided for by the Law.

The holding of ordinary shares of the Company is restricted to "well-informed investors" as defined by the Law (hereafter "Eligible Investors" or individually an "Eligible Investor").

The General Partner is authorized without limitation to issue further fully paid ordinary shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and disclosed in the sales documents of the Company without reserving to the existing shareholders preferential or preemptive rights to subscription of the ordinary shares to be issued in accordance with Article 22 hereof.

Shares will be issued on such days (each a "Dealing Day") as the General Partner may from time to time determine and disclose in the sales documents of the Company.

In respect of certain or all classes of shares, as described hereafter, investors may be requested to commit to subscribe shares of the Company for a specific amount. Such commitments shall be drawn down from time to time by the General Partner to fund the issue of additional shares. The subscription price for each share is payable on a date determined by the General Partner upon the issue of a drawdown notice by the General Partner. The General Partner acting on behalf of the Company has full discretion to organize the procedures relating to closings, drawdowns, payments upon drawdown and exercise of the subscription rights attached to the shares and will more fully disclose those in the sales documents of the Company and the agreement which may be entered into by a shareholder determining among other things its subscription commitment. In case of default by a shareholder to subscribe and pay part or all of the subscription proceeds for shares due upon a drawdown, a penalty not exceeding 5% of the defaulted amount will be payable to the Company and in case of refusal by such shareholder to pay such penalty, the Company will compulsorily redeem on the next Valuation Day or Dealing Day an appropriate number of shares held by such shareholder for an amount sufficient to cover the penalty.

The General Partner may delegate to any of its managers or to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and receiving payment for such new shares. The General Partner is further authorised and instructed to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the Shares.

The General Partner may decide to issue different classes of shares and such classes may have specific rights or be subject to specific liabilities and be issued under such conditions as the General Partner may decide as will be further disclosed in the sales documents of the Company. Issues of shares shall be made based on the Net Asset Value (as defined hereafter) per share of the class concerned determined in accordance with article 22 plus any commissions, if any, as the General Partner shall deem advisable and disclose in the sales documents of the Company.

Within each class of shares, series of shares may be issued to facilitate the fair allocation of performance fees payable by investors subscribing shares at different times and the General Partner is authorized to determine the terms under which series are to be created and collapsed from time to time.

In the event for any reason the Net Asset Value of any class of shares is lower than EUR 5,000,000 or in the case of a class denominated in a currency other than Euro, the equivalent in any currency of such amount, or in case the General Partner deems it appropriate because of changes in the economic or political situation affecting the Company or the relevant class, or because it is deemed to be in the best interest of the relevant shareholders, the General Partner may either (i) redeem all shares of the class at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs for closing of the relevant class or (ii) merge the relevant class into another existing class on the basis of the applicable Net Asset Values of the shares of the classes concerned.

Art. 6. The Company will only issue shares in registered form. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment in cash or in kind of the price. The subscriber will, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased and, upon application, without undue delay, obtain delivery of definitive confirmation of his shareholding.

All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders (the "Register of Shareholders"), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefor by the General Partner and such register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and class of shares held by him.

Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders.

The inscription of the shareholder's name in the Register of Shareholders evidences his right of ownership of such registered shares.

The General Partner may accept and enter in the Register of Shareholders a transfer on the basis of any appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee.

Transfers of shares are conditional upon the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor. Transfers of shares will be effected by inscription of the transfer in the Register of Shareholders upon delivery to the Company of a completed transfer form together with such other documentation as the Company may require.

Every shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders free of charge. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If a subscription made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction (up to a number of decimals as the General Partner may decide and will be disclosed in the sales documents of the Company) shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

The Company will recognize only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership and usufruct or if the ownership of such share(s) is disputed, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent such shares vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the General Partner may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his confirmation of shareholding has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate confirmation of shareholding may be issued under such conditions and guarantees, as the Company may determine. At the issuance of the new confirmation of shareholding, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original confirmation of shareholding in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder any out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate or a new confirmation of shareholding in substitution for one mislaid, mutilated or destroyed.

Art. 8. The General Partner will have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person, firm or corporate body not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person, firm or corporate body in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority (if the General Partner shall have determined that any of the Company, the General Partner, any manager of the Company's assets or any of the Company's investment managers or advisers would suffer any disadvantage as a result of such breach), (c) any person, firm or corporate body in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability or taxation (including any tax liabilities that might derive, inter alia, from any breach of the requirements imposed by the Foreign Account Compliance Act ("FATCA") and related US regulations), and in particular if the Company may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg or suffering any disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority, or (d) any person, firm or corporate body would not comply with specific eligibility criteria for a specific class as determined by the General Partner and laid down in the sales documents of the Company (such persons, including any U.S. persons, as such term is defined hereinafter, firms or corporate bodies to be determined by the General Partner being precluded from holding shares in the Company and referred to as "Prohibited Persons"). More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any Prohibited Person and for such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person or might result in beneficial ownership of such shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the General Partner, exceeding the maximum percentage fixed by the General Partner of the Company's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are shareholders of the Company exceeds a number fixed by the General Partner (the "maximum number");

b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person; and

c) where it appears to the Company that any Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of shares, compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the “redemption notice”) upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the confirmation of shareholding representing the shares specified in the redemption notice. After the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held by him shall be cancelled;

2) the price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called the “redemption price”) shall be an amount equal to the share price of shares of the relevant class, determined in accordance with Article 22 hereof, less any redemption charge payable in respect thereof and less any contingent deferred charge or other charge as may be specified in the sales documents of the Company where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, the General Partner, any of their agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provides the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability will not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, the General Partner, any of their agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant class of shares and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only upon surrender of the confirmation of shareholding representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid; or

4) The exercise by the Company and/or the General Partner of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any share was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company and/or the General Partner in good faith; and

d) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, and unless defined otherwise or more precisely in the sales documents of the Company, the term "U.S. person" will have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act (including, but not limited to, FATCA) which will come into force within the United States of America and which will in the future replace Regulation S of the 1933 Act or which may further define the term "U.S. person". The General Partner may further clarify this term in the sales documents of the Company.

The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor. If it appears at any time that a holder of shares is not an Eligible Investor, the General Partner will (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Shareholders are required to notify the Company immediately in the event that they become U.S. Persons or hold shares for the account or benefit of U.S. Persons or otherwise hold shares in breach of any law or regulation or otherwise in circumstances having, or which may have, adverse regulatory tax or fiscal consequences for the Company or the shareholders or otherwise be detrimental to the interests of the Company. Where the General Partner becomes aware that a shareholder (a) is a U.S. Person or is holding shares for the account of a U.S. Person, (b) is holding shares in breach of any law or regulation or otherwise in circumstances having, or which may have, adverse regulatory, tax or fiscal consequences for the Company or the shareholders or otherwise be detrimental to the interest of the Company, the General Partner may redeem the shares pursuant to the terms of these Articles or the sales documents of the Company.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the class of shares held by them. Without prejudice of the provisions of Article 15 of these Articles and to any other power reserved to the General Partner by these Articles, it shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of May in each year at 1:00 p.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the meeting shall be held on the preceding bank business day in Luxembourg. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the General Partner. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting of the shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

If permitted by and on the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Each share of whatever class and regardless of the Net Asset Value per share within the class is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or telefax message or any other means of transmission approved by the General Partner capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be valid for any reconvened meeting unless it is specifically revoked. A shareholder may also participate at any meeting of shareholders by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such shareholder. Such means must allow the shareholder to participate effectively at such meeting of shareholders. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously.

The annual general meetings of the shareholders will be presided by the General Partner or by a person designated by the General Partner. The chairman of the annual general meeting of shareholders will appoint a secretary. The general meetings of shareholders may elect a scrutineer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

Except as otherwise provided herein or required by law, no resolution will be validly passed unless approved by the General Partner.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the General Partner, pursuant to notice setting forth the agenda sent to shareholders in accordance with Luxembourg law requirements.

To the extent required by Luxembourg law, the notice shall be published in the *Mémorial Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg and in such newspaper as the General Partner may decide.

Art. 13. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Unless otherwise provided for in these Articles, no resolution for the purpose of amending these Articles will be validly passed unless approved by the General Partner.

Art. 14. The minutes of the general meeting of shareholders will be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the General Partner.

Art. 15. The Company shall be managed by "Accendo Capital Managers" (the "General Partner") in its capacity as unlimited shareholder of the Company.

Art. 16. The General Partner is vested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner will, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The General Partner will also determine any restrictions which will from time to time be applicable to the investments of the Company and will be disclosed in the sales documents of the Company.

It will have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner has, and will have, full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the General Partner may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other collective investment schemes or that part or all of the assets of any class of shares will be co-managed among themselves.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of ordinary shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, will have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may delegate the management of the assets of the Company to an investment manager who may be assisted of investment advisers, as described more fully in the sales documents of the Company.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the General Partner.

In the event of legal incapacity, liquidation or inability to act or other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company, the Company will not be dissolved and liquidated, provided an administrator is appointed, who need not to be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which will be convened by such administrator within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor general partner. For the avoidance of doubt, the General Partner referred to hereunder will not vote or participate at such general meeting. Failing such appointment, the Company will be dissolved and liquidated.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more officer(s) of the General Partner is interested in, or is a shareholder, director, associate officer or employee of such other company or firm. The General Partner or such officers shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such an affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

The Company shall indemnify the General Partner, its directors or officers, and their heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been the General Partner of the Company (or a director or officer thereof) or, at their request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which they may be entitled.

Art. 18. The Company will be bound by the sole signature of the General Partner, acting through one or more of its duly authorised signatories such as designated by the General Partner at its sole discretion, or such person(s) to which such power has been delegated.

Art. 19. The general meeting of shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the Law. The réviseur d'entreprises shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

Art. 20. As is more specifically prescribed hereinbelow, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Shareholders may request the redemption of all or part of their shares by the Company on such days (each a "Dealing Day") as the General Partner may determine, at the frequency and under the terms determined by the General Partner in respect of each class of shares as disclosed in the sales documents of the Company. The redemption of shares by the Company may be subject to such initial lock-up periods, prior notice requirements and/or redemption fees as may be determined by the General Partner in respect of each class of shares as disclosed in the sales documents of the Company.

Shares will be redeemed at a redemption price based on the applicable Net Asset Value of shares as determined in accordance with the provisions of Article 22 hereof less any charge(s) as the sales documents of the Company may

provide. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the sales documents of the Company.

The redemption price shall be paid not later than twenty (20) Luxembourg bank business days after the day as of which the applicable Net Asset Value for a class of shares has been determined. Notwithstanding the foregoing, if in exceptional circumstances the liquidity of the Company is not sufficient to enable the payment of redemption proceeds to be made within a twenty day period, such payment will be made as soon as reasonably practicable thereafter, but without interest.

Any request for redemption must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

The General Partner may extend the period for payment of redemption proceeds to such period as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company shall be invested. Payment of redemption proceeds may be effected in any freely convertible currency as disclosed in the sales documents.

The General Partner may delegate to any duly authorized manager or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

The redemption price shall be rounded down, as the General Partner may from time to time determine, and such rounding shall accrue to the benefit of the Company.

With the consent of the shareholder(s) concerned, the General Partner may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in specie by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio equal in value to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 21 hereof. In the event of suspension under Article 21 hereof, redemption requests will be dealt with as of the first Dealing Day after the end of the suspension save where the request for redemption has been revoked.

Shares of the capital of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Shareholders may request conversion of whole or part of their shares into shares of another class at the respective Net Asset Values of the relevant classes provided that the General Partner may impose such restrictions between classes of shares as disclosed in the sales documents of the Company as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents of the Company.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such Shareholder.

If the Company receives, in respect of any Dealing Day, applications for net redemptions as a result of which shares would have to be redeemed for an amount exceeding 20% of the Net Asset Value of the Company, the General Partner may decide to reduce all redemption requests on a pro rata and fair basis in a manner that the total amount of redemption proceeds payable by the Company shall not exceed the aforesaid amount. Redemption applications in respect of shares not redeemed as a result of the foregoing procedure will be deferred to the next Dealing Day, if not withdrawn in the meantime. Deferred redemption requests will be treated at the next Dealing Day, on a priority basis over new redemption requests presented for such Dealing Day. No redemption applications will be deferred for more than two Dealing Days following the Dealing Day for which the redemption of the shares was initially applied for. The General Partner may determine the detailed procedure to be applied in relation to the deferral mechanism described above to ensure a fair and equal treatment of all shareholders.

If a redemption, conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single holder of shares of one class below such minimum investment value as the General Partner shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or the conversion of all his shares of such class as the General Partner may decide.

The General Partner may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the General Partner and to be disclosed in the sales documents of the Company.

Art. 21. The Net Asset Value of each class of shares for the purposes of the redemption and issue of shares shall be determined by the General Partner (or its agent) from time to time at such frequency as the General Partner by resolution may direct and disclosed in the sales documents of the Company (every such day for determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day").

The General Partner may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular class and the issue, switching and redemption of the shares in such class as well as the conversion from one class of shares to another, in any of the following events:

(a) any stock exchange or over-the-counter market on which a substantial part of the investments owned by the Company are traded is closed or trading on any such exchange or market is restricted or suspended;

(b) there exists a state of affairs that constitutes a state of emergency as a result of which disposal of the investments owned by the Company is not reasonably practicable or it is not reasonably practicable to determine fairly the value of its assets;

(c) a breakdown occurs in any of the means normally employed in ascertaining the value of a substantial part of the assets of the Company or when for any other reason the value of such assets cannot reasonably be ascertained;

(d) there exist such other extraordinary circumstances, as determined in good faith by the General Partner (including without limitation impending Net Asset Value termination events under Company counterparty agreements), that cause withdrawals or such payments to be impracticable under existing economic or market conditions or conditions relating to the Company;

(e) redemptions would, in the opinion of the General Partner, result in a violation of applicable laws and regulations;

(f) any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at advantageous rates of exchange;

(g) the Company is being or may be wound up on, or following the date on which notice is given of the general meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company is to be proposed; or

(h) in the opinion of the General Partner there exist circumstances outside its control where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing in shares.

The General Partner may cease the issue, redemption and conversion of the shares forthwith upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg supervisory authority.

If appropriate, any such suspension or postponement shall be publicized by the Company and shall be notified to shareholders requesting redemption of their shares by the Company at the time of the filing of the written request for such redemption.

Art. 22. The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Company shall be expressed as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by establishing the value of assets less the liabilities (including any provisions considered by the Company to be necessary or prudent) of a single common portfolio kept by the Company.

The proportion of such common portfolio properly allocable to each class of shares shall be divided by the total number of its shares of such class outstanding at the time of determination of the Net Asset Value. There shall be allocated to each class of shares identifiable expenditure incurred by the Company in connection with the issue and continuing existence of shares of any specific class and the amount thereof shall reduce the proportional rights of such class to the common portfolio. To the extent feasible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including management fees) will be accrued daily. Assets denominated in currencies other than Euro shall be converted at current exchange rates.

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

(a) all cash in hand or on deposit or on call, including any interest accrued thereon as at the relevant Valuation Day;

(b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

(c) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, units/shares in undertakings for collective investment, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

(d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

(e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such securities;

(f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

(g) all other permitted assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notices and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(2) Each security which is quoted or dealt in on a stock exchange will be valued at its latest available dealing price or the latest available mid-market quotation (being the midpoint between the latest quoted bid and offer prices) on the stock exchange which is normally the principal market for such security.

(3) In the event that the General Partner determines that neither of the above valuation guidelines is appropriate in relation to a particular asset of the Company, then the General Partner shall determine prudently and in good faith, and based on recognised and verifiable valuation principles, the fair value of such asset.

All assets and liabilities not expressed in Euro are translated therein by reference to the market rates prevailing in the foreign exchange market at or about the time of the valuation.

The assets and liabilities of the Company will be determined on the basis of the contribution to and withdrawals from the Company as a result of (i) the issue and redemption of shares; (ii) the allocation of assets, liabilities and income expenditure attributable to the Company as a result of the operations carried out by the Company and (iii) the payment of any expenses or distributions to holders of shares.

The General Partner, in its entire discretion, may permit some other methods, in accordance with generally accepted valuation principles and procedures, of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all loans, bills and accounts payable;
- (b) accrued or payable all administrative expenses (including investment management and advisory fee, custodian fee and corporate agents' fees);
- (c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- (d) an appropriate provision for future taxes based on net assets to the Valuation Day, as determined from time to time by the General Partner, and other provisions if any authorised and approved by the General Partner covering among others liquidation expenses and;
- (e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company comprising formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, distributors, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, stamp duties, registration fees in relation to investments, insurance and equity cash, postage, telephone and telex, all expenses incurred in connection with collection of income and in the acquisition, holding and disposal of investments. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The net assets of the Company shall mean the assets of the Company, including accrued income, as hereinabove defined less the liabilities as hereinabove defined on the Valuation Day on which the Net Asset Value of shares is determined. There may be different classes of shares which may be subject to different levels of fees and expenses and for the benefit of which the Company may enter into specific contracts and hold specific assets all with specific liabilities.

The entitlement of each share class which is issued by the Company will change in accordance with the rules set out below. Assets and liabilities which are class specific are accounted for separately from the portfolio which is common to all share classes.

The portfolio which shall be common to each of the share classes which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied *mutatis mutandis*.

The percentage of the net asset value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

- (1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each share class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;
- (2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant share class;
- (3) if in respect of one share class the Company acquires specific assets or pays class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;
- (4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class or classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the Net Asset Value per share of such specific share class or classes.

D. For the purposes of this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article twenty-one hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in the currency in which the Net Asset Value per share of the relevant class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant class of shares and

(c) shares to be issued by the Company pursuant to subscription applications received shall be treated as being in issue as from the Valuation Day referred to in this Article and such price, until received by the Company, shall be deemed to be a debt due to the Company;

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

Art. 23. The holders of management shares (unlimited shareholders") are jointly and indefinitely and severally liable for all liabilities of the Company which can not be met out of the assets of the Company.

The holders of ordinary shares (limited shareholders) will refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and will only be liable for payment to the Company of the full subscription price of each ordinary share for which they subscribed and have been issued and outstanding commitments and other liabilities towards the Company. In particular the owners of ordinary shares will not be liable for the debt, liabilities and obligations of the Company beyond the amounts of such payments.

The management shares held by the General Partner are exclusively transferable to a successor or additional general partner with unlimited liability.

Art. 24. The accounting year of the Company shall begin on the 1st January of each year and shall terminate on 31st December of the same year. The accounts of the Company shall be expressed in Euro or such other currency, as the General Partner may determine.

If the accounts within different classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into Euro and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 25. The annual general meeting of shareholders, upon recommendation of the General Partner and within the limits provided by Luxembourg law, will determine how the results of the Company may be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the General Partner (as the case may be, in accordance with the relevant provisions set forth in the sales documents of the Company), declare dividends from time to time.

Distributions may be made out of investment income, capital gains or capital. Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out upon decision of the General Partner.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on dividends to be distributed to the shares of any class shall, in addition, be subject to a prior vote of the shareholders of such class.

No distribution of dividends may be made if as a result thereof the capital of the Company became less than the minimum provided for by Luxembourg law.

The dividends declared may be paid in Euro or any other currency selected by the General Partner, and may be paid at such places and times as may be determined by the General Partner. The General Partner may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

The General Partner may decide that dividends be automatically reinvested unless a shareholder elects for receiving payment of dividends.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, will be forfeited by the holder of such share, and will revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Art. 26. The Company will enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law and to the extent applicable of the law of 12 July 2013 on the Alternative Investment Managers, as amended from time to time (the "AIFM Law") (the "Custodian"). All securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided for by Luxembourg law.

In the event of the Custodian desiring to retire the General Partner shall use its best endeavours to find a corporation to act as custodian and upon doing so the General Partner shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

In the event of the General Partner or its delegate in charge of the management of the Company being authorised to act as an alternative investment manager of the Company (the "AIFM") within the meaning of the AIFM Law, and to the extent the law of a non-EU member country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 19, paragraph 11 (d)

(ii) of the AIFM Law, the Custodian will be authorised to discharge itself of liability provided that the conditions laid down in Article 19, paragraph 14, of the AIFM Law are met.

Art. 27. To the extent applicable, the General Partner takes into account the need to treat shareholders fairly in all procedures put in place in accordance with the AIFM Law (and notably in the inducement and conflict of interest policy). Nevertheless, it cannot be excluded that the General Partner grants (during the life of the Company) preferential treatment to some shareholders (through side letters or other arrangements). In such case, information about any preferential treatment granted to certain shareholders will be available at the registered office of the Company to the extent and as required by the AIFM Law.

Art. 28. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out in accordance with Luxembourg law by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution upon proposal of the General Partner and which shall determine their powers and their compensation.

Liquidation proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a class will ultimately be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Art. 29. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, and the Law.”

As a consequence of the foregoing restatement, the shareholders decide to redesignate the shares of the Company held by Accendo Capital Managers S.à.r.l., société à responsabilité limitée, as management shares and all the remaining shares of the Company as ordinary shares.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever shall be borne by the Company and amount to EUR 4.300,-.

Statements

The meeting noted that the French translation of the Articles is not required anymore in accordance with Article 26 (2) of the Law of 13 February 2007 on specialised investment funds and therefore no French translation of this deed will follow the English version.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the parties appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: BURGNER, SELYANSKAYA, LANNERS, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16/01/2015. Relation: EAC/2015/1266. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 22/01/2015.

Référence de publication: 2015011776/635.

(150014193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

D.F. Immobilière Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5544 Remich, 9, rue Op der Kopp.

R.C.S. Luxembourg B 144.782.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2015000161/14.

(140234982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

HT Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 63.195.

L'an deux mille quatorze, le

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "HT GROUP S.A." (numéro d'identité 1998 22 02 526), avec siège social à L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 63.195, constituée sous la dénomination de "EUROPEAN SHOE POINT S.A." suivant acte reçu par le notaire Aloyse BIEL, alors de résidence à Capellen, en date du 6 février 1998, publié au Mémorial C, numéro 359 du 18 mai 1998 et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant en date du 30 juin 2000, publié au Mémorial C, numéro 30 du 17 janvier 2001 et du 20 mars 2001, publié au Mémorial C, numéro 911 du 23 octobre 2001, suivant procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en date du 1^{er} octobre 2001, publié au Mémorial C, numéro 607 du 18 avril 2002 et suivant actes reçus par le notaire instrumentant en date du 10 mars 2006, publié au Mémorial C, numéro 1081 du 2 juin 2006, ledit acte contenant notamment changement de la dénomination sociale en "CoVenture Asset Management S.A." et en date du 1^{er} février 2008, publié au Mémorial C, numéro 785 du 1^{er} avril 2008, ledit acte contenant notamment changement de la dénomination sociale en "HT GROUP S.A.";

La séance est ouverte à 17 heures sous la présidence de Madame Francine MAY, employée privée, demeurant professionnellement à Ettelbruck

L'assemblée générale décide à l'unanimité de renoncer à la nomination d'un scrutateur et d'un secrétaire.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

Art. 1^{er}. Que les actionnaires présents et le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal, après avoir été signée par les actionnaires présents, les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

Art. 2. Qu'il résulte de ladite liste de présence que les (100) cent actions, représentatives du capital social de trente et un mille euros, sont toutes représentées à la présente assemblée générale et qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable qui est le suivant:

1. Décision de dissoudre la société anonyme HT GROUP S.A.
2. Acceptation de la démission de l'administrateur et administrateur-délégué et du commissaire aux comptes avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions;
3. Election de la société «FAIRLAND PROPERTY LIMITED» comme liquidateur.
4. Détermination des pouvoirs du liquidateur.
5. Election de la société à responsabilité limitée INTERNATIONAL AUDIT SERVICES, ayant son siège social à L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen comme commissaire-vérificateur.

Art. 3. Que, dès lors, la présente assemblée est régulièrement constituée et a pris, à l'unanimité, et sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre la société et de la mettre en liquidation avec effet à la date du présent acte.

Deuxième résolution

L'assemblée accepte les démissions de l'administrateur, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes et leur donne décharge pour l'exercice de leurs fonctions;

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer liquidateur de la société BVI FAIRLAND PROPERTY Ltd, P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town (Tortola) British Virgin Islands, IBC no 517295.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de nommer la société à responsabilité limitée INTERNATIONAL AUDIT SERVICES, ayant son siège social à L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen, RCS B 75354 comme commissaire-vérificateur de cette liquidation.

Cinquième résolution

L'assemblée générale confère au liquidateur les pouvoirs les plus étendus admis par la loi,

et déclare que l'objet de la société à liquider ne servira pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme) et que la société à liquider ne s'est pas livrée à de telles activités.

Frais

Les frais des présentes sont à charge des comparants.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et lecture faite, le comparant ès-qualités, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Francine MAY, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 17 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16291. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205710/69.

(140230580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

FANUC Europe Corporation, Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 95.565.

Par des résolutions du 25 septembre 2014, l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société:

- a décidé de renouveler dans leurs fonctions d'administrateurs:

M. Olaf Gehrels

M. Seigo Kato;

M. Koji Samukawa;

M. Takahiro Komatsu;

Dr. Yoshiharu Inaba;

M. Hiroyuki Uchida;

Dr. Kiyonori Inaba;

M. Katsuo Kohari;

M. Hiroyuki Harada; et,

Dr. Svetlana Ermachkova

pour une durée qui expirera à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 mars 2015

- a pris acte de la démission de M. Minoru Fujita de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 25 septembre 2014

- a décidé de nommer en remplacement M. Yuuki Kita, né le 3 février 1963 à Kanagawa, avec domicile professionnel à Zone Industrielle, L-6468 Echternach,

pour une durée qui expirera à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 mars 2015

- a décidé de renouveler dans ses fonctions de réviseur d'entreprises:

PricewaterhouseCoopers (RCS Luxembourg B 65.477)

pour une durée qui expirera à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 mars 2015.

Traduction en anglais pour les besoins de la publication

By resolutions of 25 September 2014, the annual general meeting of the shareholders of the Company resolved:

- to renew the mandate as directors of the Company of:

Mr Olaf Gehrels Mr Seigo Kato;

Mr Koji Samukawa;

Mr Takahiro Komatsu;

Dr Yoshiharu Inaba;

Mr Hiroyuki Uchida;

Dr Kiyonori Inaba;
Mr Katsuo Kohari;
Mr Hiroyuki Harada; et,
Dr Svetlana Ermachkova

for a term expiring at next annual general meeting called to approve the annual accounts for the financial year ending March 31, 2015,

- acknowledged the resignation of Mr. Minoru Fujita from his mandate as director of the Company with effect from 25 September 2014,

- to appoint in replacement Mr. Yuuki Kita, born in February 3, 1963 in Kanagawa, with professional address at Zone Industrielle, L-6468 Echternach,

for a term expiring at next annual general meeting called to approve the annual accounts for the financial year ending March 31, 2015,

- to renew the mandate as independent auditor of the Company of:

PricewaterhouseCoopers (RCS Luxembourg B 65.477)

for a term expiring at next annual general meeting called to approve the annual accounts for the financial year ending March 31, 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 22 décembre 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014205561/58.

(140231269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

JTL Inter Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3784 Tétange, 6, rue de Rumelange.

R.C.S. Luxembourg B 192.986.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit novembre.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Jérôme CABEL, employé, demeurant au 9, rue de la Liberté, F-57240 Knutange (France).

Lequel comparant a requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "JTL INTER Sàrl".

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Kayl.

Art. 3. La société a pour objet le négoce, le courtage, l'activité de commissionnaire de transport, de consultant, ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

La société peut prendre des participations sous quelques formes que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à quinze mille euros (EUR 15.000,-), représenté par cent (100) parts sociales de cent cinquante euros (EUR 150,-) chacune.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

10320

Souscription et libération

Les cent (100) parts sociales de la société ont été intégralement souscrites par l'associé unique, Monsieur Jérôme CABEL, susdit.

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à sept cent cinquante euros (EUR 750,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-3784 Tétange, 6 rue de Rumelange.
- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- Est nommé gérant unique, pour une durée illimitée:
* Jérôme CABEL, employé, demeurant au F-57240 Knutange (France), 9, rue de la Liberté.

La société est engagée par la signature individuelle du gérant unique.

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société pré-sentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: CABEL, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 décembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 58077. Reçu soixante-quinze euros* 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205821/59.

(140229884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Blue Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 125.438.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015000760/10.

(150000018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2015.

Antilope S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 54.848.

AUSZUG

Es geht aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 18. Dezember 2014 hervor dass:

Die Gesellschaft Fidu-Concept Sàrl als Rechnungskommissar austritt.

Die Gesellschaft Luxadvice S.A., mit Sitz in VG 1110 Tortola, (Britische Jungferninseln), 90 Main Street., (BVI H.R. nummer 1674007 Britisch Virgin Islands), wird zum Rechnungskommissar ernannt.

Das Mandat des Rechnungskommissars endet beim Abschluss der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2020.

Für gleichlautenden Auszug

Référence de publication: 2015000744/14.

(140235715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2015.
